

---

## **Rapport 2024 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales liées à l'environnement, au climat, au genre, à la nutrition, à la jeunesse et à l'inclusion sociale**

---

Cote du document: EB 2024/142/R.22

Point de l'ordre du jour: 6 c)

Date: 16 août 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

**POUR: EXAMEN**

**Documents de référence:** FIDA12: Approfondir l'impact et renforcer la résilience grâce aux thématiques transversales ([IFAD12/2/R.3/Rev.2](#)); Rapport de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA ([GC 44/L.6/Rev.1](#)), Mesure contrôlable n° 12 pour FIDA12.

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à examiner le Rapport 2024 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales.

---

---

**Questions techniques:**

**Juan Carlos Mendoza**

Directeur

Division environnement, climat, genre et inclusion sociale

courriel: [juancarlos.mendoza@ifad.org](mailto:juancarlos.mendoza@ifad.org)

---

## Table des matières

<b>I. Introduction</b>	<b>1</b>
<b>II. Les enjeux mondiaux: l'importance des thématiques transversales du FIDA</b>	<b>1</b>
<b>III. Les thématiques transversales dans le portefeuille de FIDA12</b>	<b>2</b>
A. Les thématiques transversales dans les COSOP	2
B. Les thématiques transversales au stade de la conception des projets	2
C. Les thématiques transversales au stade de l'achèvement des projets	5
<b>IV. Les partenariats et la coopération, catalyseurs d'impact et d'innovation</b>	<b>11</b>
<b>V. Prochaines étapes</b>	<b>11</b>

### Annexes

- I. Rapport de situation sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
- II. Synthèse des engagements pris au titre de FIDA12 concernant les thématiques transversales

### Appendices

- I. Summary of key terms related to IFAD mainstreaming priorities
- II. In focus: Detailed review of IFAD's mainstreaming effectiveness
- III. Evidence-based products developed in 2023 related to mainstreaming themes

# Rapport 2024 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales liées à l'environnement, au climat, au genre, à la nutrition, à la jeunesse et à l'inclusion sociale

## I. Introduction

1. Le FIDA s'est penché sur les liens réciproques qui existent entre les enjeux environnementaux et climatiques, le genre, la nutrition, la jeunesse, les peuples autochtones et les personnes handicapées afin de contribuer à bâtir des systèmes alimentaires durables propres à garantir la sécurité alimentaire et une bonne nutrition sans compromettre les intérêts des générations futures<sup>1</sup>. Le Rapport sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME) passe en revue les résultats obtenus par le Fonds en 2023 au regard des cibles fixées dans ces domaines (voir définitions à l'appendice I). On y trouvera aussi le rapport annuel sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). Une analyse approfondie de chaque thématique est présentée à l'appendice II.
2. En dépit des multiples difficultés qui ont touché le monde en 2023, le FIDA a réalisé des progrès considérables concernant les cibles en matière d'inclusion sociale et a relevé la part du financement de l'action climatique de sept points de pourcentage par rapport au niveau de 2022. La quasi-totalité des cibles relatives aux thématiques transversales devrait être atteinte d'ici à la fin de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) (annexe II). Les cibles associées aux indicateurs de base relatifs à l'intégration des thématiques transversales sont conformes aux attentes, même si au niveau des projets, la notation des effets directs obtenus dans le domaine du développement accuse un léger repli.
3. Dans son rapport d'évaluation de 2023, le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN) a jugé très satisfaisante l'action du FIDA pour ce qui est de l'environnement et du climat, mettant en évidence l'accent stratégique placé par le Fonds sur la résilience aux changements climatiques et sur la viabilité. Il souligne la réactivité dont fait preuve le FIDA face aux enjeux climatiques et ses succès obtenus en matière de respect des engagements visés.

## II. Les enjeux mondiaux: l'importance des thématiques transversales du FIDA

4. Pour faire face à l'enchevêtrement des crises et à leurs effets distincts sur les petits exploitants du monde rural, il est impératif d'apporter une réponse globale. En intégrant les initiatives dans un cadre commun, le FIDA s'assure que nul n'est laissé pour compte, et favorise la résilience, l'inclusion et la durabilité.
5. La situation des petits exploitants ruraux dans le monde montre toute l'urgence d'adopter une telle approche. Les zones rurales concentrent 80% des personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde, et les petits exploitants jouent un rôle fondamental dans la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté au niveau local, produisant jusqu'à 70% des denrées alimentaires consommées dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Le coût de l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement est estimé à 215 milliards d'USD par an au cours de la présente décennie. Cela étant, la planification et la mise en œuvre des mesures d'adaptation montrent des signes

---

<sup>1</sup> [Cadre de mise en œuvre d'approches porteuses de transformation pour les thèmes à transversaliser: environnement et changements climatiques, genre, nutrition et jeunes.](#)

d'essoufflement, ce qui fait peser des risques importants sur les populations les plus vulnérables<sup>2</sup>. En dépit de leur importance pour la sécurité alimentaire mondiale, les petits exploitants agricoles ne bénéficient tout simplement pas du financement de l'action climatique. Ainsi, seulement 0,8% du financement de l'action climatique dans le monde<sup>3</sup> a été consacré aux petits producteurs au cours de la période 2019/2020 – alors qu'ils sont précisément les moins à même de faire face aux effets d'une crise globale dont ils ne sont pas responsables.

6. Le Fonds a entrepris d'évaluer les progrès accomplis au cours des périodes couvertes par FIDA11 et FIDA12 en vue de l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'action concernant ces enjeux capitaux. Ce travail permettra de préparer le terrain pour la réalisation des objectifs ambitieux fixés pour FIDA13.

### **III. Les thématiques transversales dans le portefeuille de FIDA12**

7. Dans le cycle des projets du FIDA, les thématiques transversales sont classées par ordre de priorité à la lumière d'une analyse de la situation de chaque pays et font partie intégrante du processus de planification. Pour intégrer ces thématiques, le Fonds prend pour référence ses politiques et ses stratégies, comme la [politique relative au ciblage](#), la [Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones](#), la [Stratégie sur la biodiversité](#), la [Stratégie pour l'inclusion du handicap](#) et des outils opérationnels comme les [Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique \(PESEC\)](#), le manuel sur le financement de l'action climatique<sup>4</sup>, le [cadre d'adaptation](#), les notes pratiques sur les [enjeux nutritionnels](#), [sur le consentement préalable, libre et éclairé](#), et sur le [Système de formation-action pour l'égalité femmes-hommes \(GALS\)](#), ainsi que le guide pratique sur la [jeunesse](#).

#### **A. Les thématiques transversales dans les COSOP**

8. Le FIDA a honoré l'engagement qu'il a pris au niveau institutionnel de faire en sorte que la totalité de ses programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et de ses notes de stratégie de pays se dote d'une analyse des domaines de la nutrition, du genre, des jeunes, de l'environnement et du climat comme prévu dans les PESEC. Au cours de FIDA12, une attention plus soutenue est portée aux peuples autochtones, aux personnes handicapées et à la biodiversité.
9. Tous les nouveaux COSOP et notes de stratégie de pays comprendront aussi, conformément à l'engagement pris, une analyse de la manière dont les pays bénéficiaires gèrent leurs propres ressources naturelles, en particulier leurs engagements et leurs priorités s'agissant des changements climatiques liés à l'agriculture, y compris les contributions déterminées au niveau national et la mise en œuvre des mesures d'adaptation qui y sont décrites par l'intermédiaire des plans nationaux d'adaptation en vertu de l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

#### **B. Les thématiques transversales au stade de la conception des projets**

10. Le FIDA est en voie d'atteindre les cibles qu'il a fixées en matière d'intégration d'une programmation porteuse de transformations concernant le genre, les questions relatives aux jeunes et aux enjeux nutritionnels, et l'inclusion du handicap dans les nouveaux projets conçus au cours de FIDA12. Si la cible relative à la proportion de projets devant accorder la priorité aux peuples autochtones n'a pas été atteinte à la date à laquelle le présent document est publié, elle devrait

---








<sup>2</sup> <https://www.unep.org/fr/resources/rapport-2023-sur-le-deficit-de-ladaptation-au-climat>.

<sup>3</sup> [Climate Policy Initiative \(2023\)](#).

<sup>4</sup> Dans le Manuel des opérations du FIDA.

néanmoins bel et bien se concrétiser, à condition qu'aucun retard majeur n'affecte la réserve de projets pour 2024 (figure 1).

Figure 1  
Résumé de l'état d'avancement des cibles relatives aux thématiques transversales pendant la période 2022-2023<sup>5</sup> et prévisions concernant ces cibles au terme de FIDA12<sup>6</sup>

Cibles fixées à la conception pour FIDA12	État d'avancement fin 2022	État d'avancement fin 2023	Projections fin de FIDA12 *
 40% du programme de prêts et dons sont axés sur le <b>financement de l'action climatique</b> [en hausse par rapport à la cible fixée pour FIDA11 (25%)]	30%	37%	50%
 90% du programme contribue à renforcer les <b>capacités d'adaptation</b> [nouveau de FIDA12]	69%	78%	84%
 35% des projets nouvellement conçus sont considérés comme porteurs de transformations en matière de <b>genre</b> [en hausse par rapport à la cible fixée pour FIDA11 (25%)]	53%	53%	50%
 60% des projets nouvellement conçus sont considérés comme tenant compte des <b>enjeux nutritionnels</b> [identique à FIDA11]	60%	63%	60%
 60% des projets nouvellement conçus sont considérés comme tenant compte des <b>jeunes</b> [identique à FIDA11]	67%	63%	68%
 10 projets nouvellement conçus donnent la priorité aux <b>peuples autochtones</b> [nouveau de FIDA12]	3	5	12
 5 projets nouvellement conçus donnent la priorité aux <b>personnes handicapées</b> [nouveau de FIDA12]	5	5	5

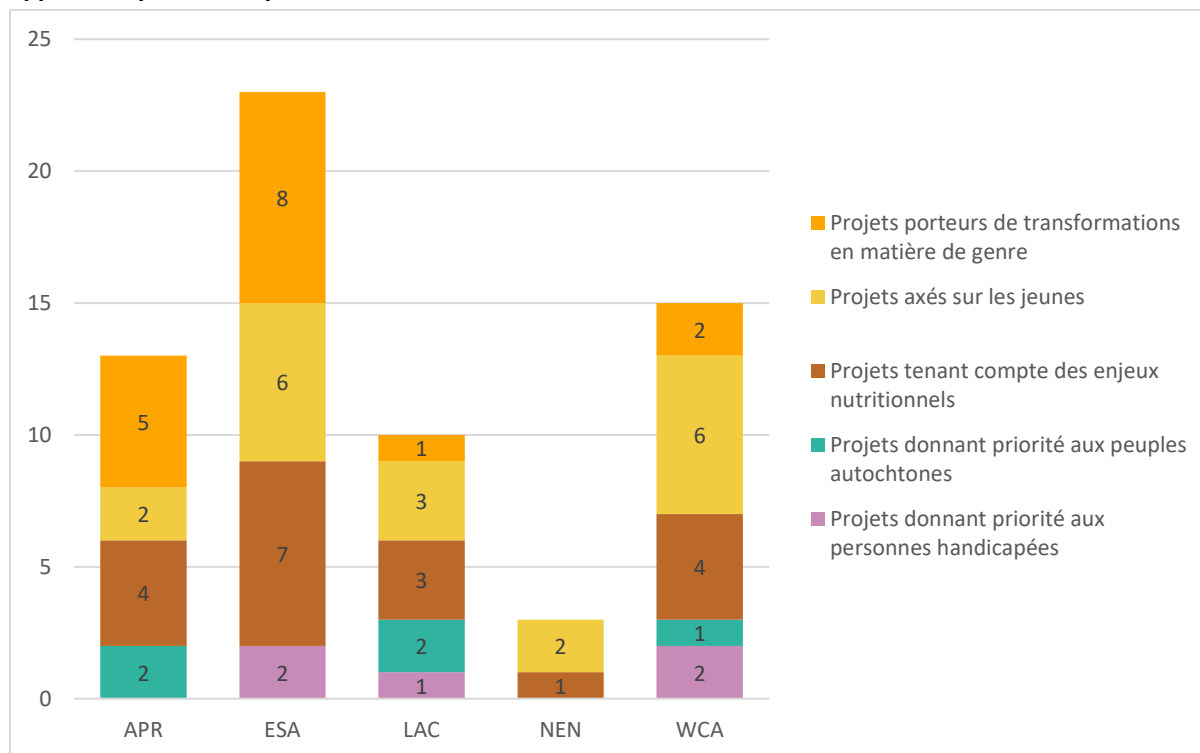
Source: tableau de bord de la Division des politiques et des résultats opérationnels (OPR) sur les thématiques transversales.  
\*Les projections ont été établies au 1<sup>er</sup> juin 2024 et correspondent au scénario le plus optimiste. Les données pourront être revues à l'issue du processus d'approbation des projets de la réserve en cours.

- Les initiatives de renforcement des capacités, l'appui technique et l'efficacité des équipes d'exécution des projets ont permis de produire des projets de qualité, couvrant les thématiques pertinentes. Ce soutien est déterminant dans les cas où les clients hésitent à attribuer des prêts ou lorsque lesdites thématiques ne sont pas jugées prioritaires par les gouvernements partenaires.
- Si les engagements concernant l'intégration des thématiques transversales liées à l'inclusion sociale sont globalement respectés, les différences entre les régions sont néanmoins très marquées (figure 2). Ces écarts peuvent s'expliquer par les priorités régionales, les difficultés rencontrées, les demandes des pays, les capacités institutionnelles et les contextes locaux.

<sup>5</sup> En ce qui concerne les thématiques liées à l'inclusion sociale, sont ici analysés les projets approuvés en 2022 et 2023, indépendamment du type de financement. S'agissant du financement de l'action climatique, sont ici analysés les projets et les demandes de financement additionnel approuvés en 2022 et en 2023 respectivement, jusqu'au 31 décembre 2023. Les projets de type Z (que le FIDA conçoit et supervise mais ne finance pas) ne sont pas inclus dans l'analyse.

<sup>6</sup> L'ensemble de données comprend 60 projets qui ont été approuvés, considérés comme tenant compte des thématiques liées à l'inclusion sociale, ou les deux.

Figure 2  
**Ventilation par région des thématiques liées à l'inclusion sociale couvertes par les nouveaux projets approuvés pendant la période 2022-2023**



Source: tableau de bord de la Division des politiques et des résultats opérationnels (OPR) sur les thématiques transversales. APR: Division Asie et Pacifique; ESA: Division Afrique orientale et australe; LAC: Division Amérique latine et Caraïbes; NEN: Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe; WCA: Division Afrique de l'Ouest et du Centre.

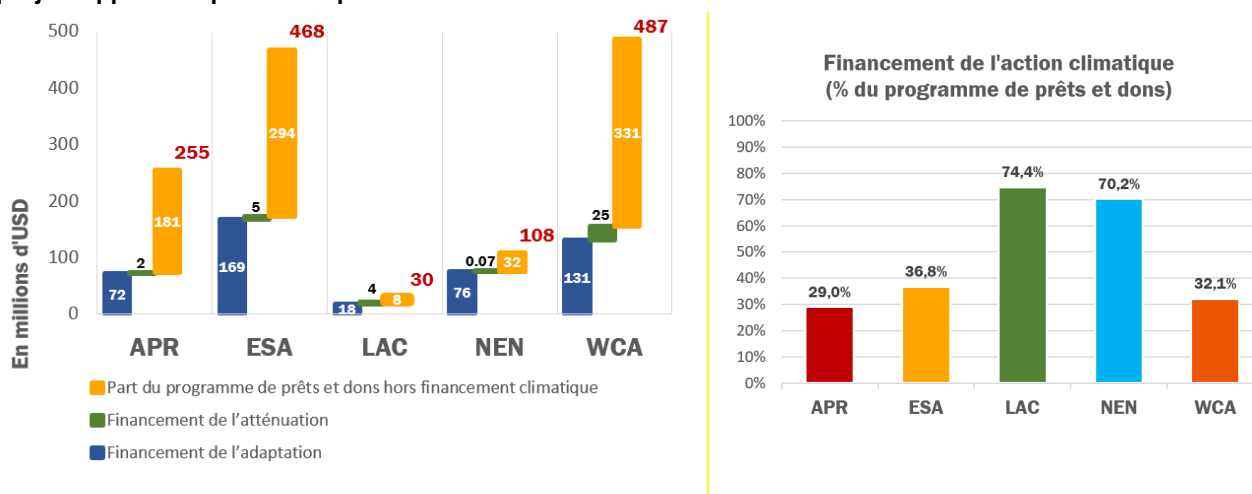
13. Les bilans régionaux et institutionnels permettent de suivre et d'analyser l'état d'avancement au regard des cibles relatives à l'intégration des thématiques transversales. Les équipes régionales œuvrent à la réalisation des cibles non encore atteintes par l'intermédiaire d'initiatives comme le plan d'action en matière d'inclusion sociale (SIAP) et les « laboratoires d'inclusion sociale » de NEN, et le plan d'action régional pour l'égalité femmes-hommes d'APR, qui est aligné sur le plan d'action pour l'égalité femmes-hommes de l'institution. APR met actuellement à l'essai des plans d'action en matière d'inclusion sociale intégrant plusieurs thématiques transversales et les vulnérabilités des groupes cibles dans la conception de nouveaux projets. Les spécialistes thématiques de la Division environnement, climat, genre et inclusion sociale (ECG) organisent des consultations préliminaires avec les équipes de pays et les équipes de mission afin de déterminer les points d'ancrage à exploiter pour l'intégration des thématiques transversales.
14. Le FIDA se rapproche de son objectif de financement de l'action climatique pour FIDA12, soit 40%, les prévisions tablant sur sa pleine réalisation d'ici à la fin de la période<sup>7</sup>. Malgré la légère contraction des approbations accordées entre 2022 et 2023, le financement de l'action climatique a progressé de 7%, preuve de l'attention soutenue portée à ce domaine.
15. Le pourcentage moyen de projets permettant de renforcer les capacités d'adaptation a augmenté, passant de 69% en 2022 à 78% en 2023, mais les prévisions montrent que les résultats du FIDA pourraient s'établir légèrement en deçà de cette cible. Le principal problème provient du fait que l'échantillon comprend des projets en cours hérités de cycles antérieurs et qu'on dispose d'une

<sup>7</sup> Données au 1<sup>er</sup> juin 2024. Scénario le plus optimiste. Les données pourront être revues en fonction de l'issue du processus d'approbation des projets de la réserve en cours.

marge de manœuvre limitée pour modifier la conception de ces projets en vue de renforcer les capacités d'adaptation.

16. Pour progresser vers les objectifs en matière de financement climatique, le FIDA a élaboré un guide pratique et organisé des séances d'orientation pour améliorer la compréhension des méthodes employées aux fins du suivi du financement de l'action climatique afin que ce domaine fasse l'objet d'une programmation rigoureuse. Des conseils techniques ont été également prodigués sur demande aux équipes de conception des projets afin d'assurer la bonne intégration des considérations climatiques.
17. On observe également des variations régionales dans le domaine du financement climatique. La figure 3 indique le pourcentage du financement climatique attribué à l'adaptation et à l'atténuation dans l'ensemble du programme de prêts et dons, par région. Une enveloppe totale de 502,7 millions d'USD a été allouée, dont 465,5 millions d'USD pour l'adaptation et 37,2 millions d'USD pour l'atténuation, ce qui représente 37,3% de l'ensemble du programme de prêts et dons.

Figure 3  
**Ventilation régionale et ventilation globale du financement alloué à l'adaptation et à l'atténuation dans les projets approuvés pendant la période 2022-2023**



18. Pour atteindre la cible de 40% de financements alloués à l'action climatique, l'équipe du FIDA responsable de la conception de projets axés sur l'environnement et le climat recense les possibilités supplémentaires de financement de l'adaptation et de l'atténuation, adapte les actions climatiques en fonction des besoins des gouvernements, et intègre les questions liées au climat dans l'ensemble de la filière. L'équipe d'ECG dans la région Asie et Pacifique assigne à chaque projet une personne référente qui sera chargée d'appuyer l'intégration et d'assurer le suivi du financement climatique. Des mesures permettant d'accroître la sensibilisation en interne et de faire régulièrement le point avec les équipes régionales au sujet des progrès accomplis seront également prises dans ce cadre.

### C. Les thématiques transversales au stade de l'achèvement des projets

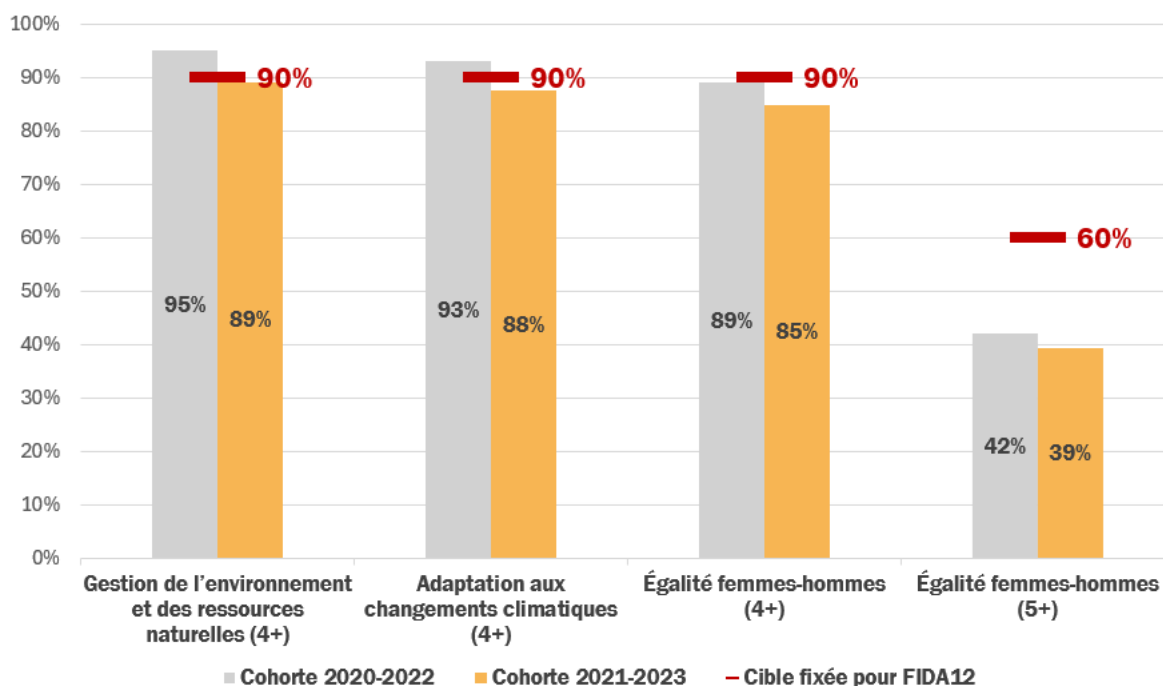
19. Le FIDA a démontré son efficacité en matière de gestion de l'environnement et des ressources naturelles et d'adaptation aux changements climatiques, s'approchant de peu de la proportion cible, fixée à 90% pour FIDA12, de projets ayant obtenu au moins une note plutôt satisfaisante (note supérieure ou égale à 4). Malgré une légère baisse du nombre de projets ayant obtenu une note supérieure ou égale à 4 par rapport à l'année précédente, les indicateurs s'approchent de leurs valeurs cibles. D'après les extrapolations effectuées à partir des résultats obtenus dans le passé, cette tendance devrait s'inverser l'année prochaine. Les notes peu élevées

peuvent tenir à la performance globale et non à des points faibles spécifiques liés à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles et à l'adaptation aux changements climatiques, étant donné que la plupart des projets présentant des notes médiocres ont également connu des difficultés dans d'autres domaines.

20. Les notes à l'achèvement obtenues en ce qui concerne l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes montrent que 85% des projets ont obtenu une note supérieure ou égale à 4, pour une cible de 90%, tandis que 39% ont été jugés satisfaisants, soit un score en deçà de la cible ambitieuse de 60% (figure 4). Les scores les plus faibles dans ce domaine ont été obtenus par les pays en situation de fragilité<sup>8</sup>, tirés à la baisse par l'aggravation de la vulnérabilité des femmes inhérente à ces contextes. Les autres facteurs allant à l'encontre des cibles à l'achèvement relatives à l'égalité femmes-hommes et à l'autonomisation des femmes sont liés aux chocs (tels que la pandémie de COVID-19), au manque de données, qui compromet le suivi des résultats obtenus dans ce domaine, et au fait que certains projets ont été conçus lors de FIDA9, voire avant<sup>9</sup>.
21. Une analyse de la cohorte de 66 projets censés s'achever au cours de la période 2021-2023 montre que plusieurs facteurs récurrents ont contribué à tirer vers le bas les notes pour les indicateurs liés aux thématiques transversales, en particulier ceux qui concernent les questions de genre. Ces facteurs sont notamment une mauvaise performance globale du projet (c'est-à-dire des projets présentant des problèmes qui ont débouché sur des retards, voire sur des annulations dès les premières étapes), l'insuffisance des ressources budgétaires, les difficultés à évaluer les indicateurs, une performance des pouvoirs publics inférieure à la moyenne, et l'absence de stratégies en faveur des femmes et de stratégies de ciblage bien définies.

Figure 4

**Point sur la prise en compte des thématiques transversales à l'achèvement pendant la période 2020-2022, par rapport à la période 2021-2023<sup>10</sup>**



<sup>8</sup> Sur la base d'un éventail de 14 projets clôturés au cours de la période 2021-2023 dans des pays en situation de fragilité, seuls 21% des projets ont obtenu une notation supérieure ou égale à 5 pour ce qui est de l'égalité femmes-hommes dans les contextes de fragilité, contre 44% pour les pays ne se trouvant pas en situation de fragilité.

<sup>9</sup> Parmi les 10 projets ayant été jugés plutôt insuffisants en ce qui concerne l'égalité des femmes-hommes et l'autonomisation des femmes, 6 avaient été approuvés au cours de FIDA9, et 1 au cours de FIDA8.

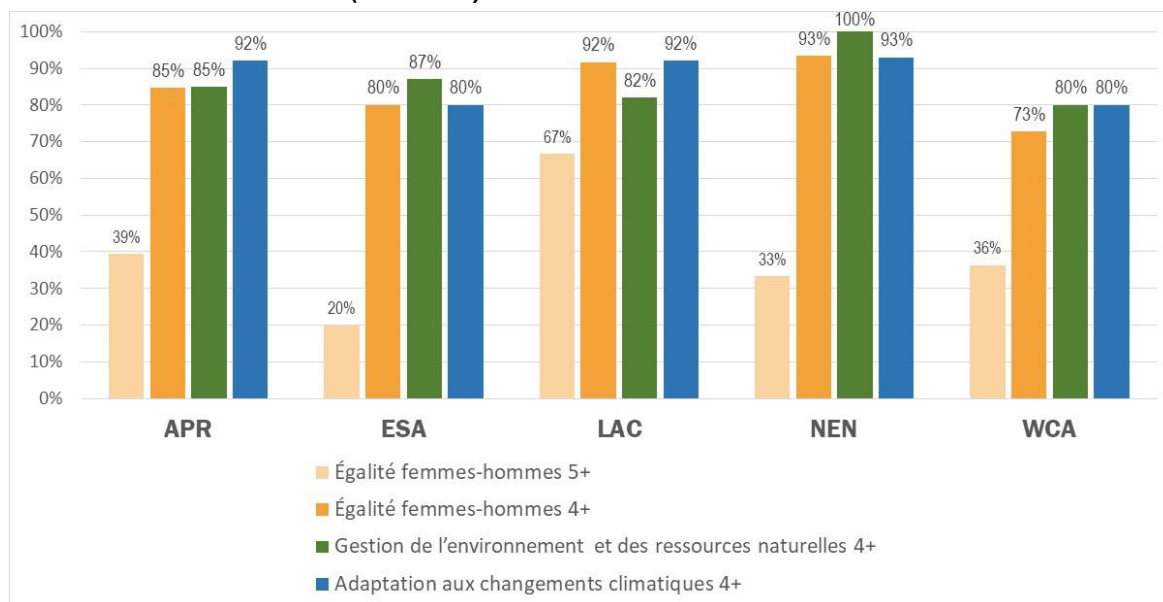
<sup>10</sup> L'éventail de projets analysé cette année (66 projets) est plus restreint que celui analysé en 2023 (76 projets), ce qui devrait donner lieu à une plus grande dispersion des résultats.



Source: notes des rapports d'achèvement de projet dans le Système de gestion des résultats opérationnels.

22. Malgré ces obstacles, on observe un net recentrage des activités sur l'exploitation des données d'expérience. Les enseignements sont systématiquement intégrés dans le processus de conception, et les stratégies sont affinées de manière à mieux atteindre les cibles de performance à l'achèvement – par exemple, par l'application des [Directives relatives aux thématiques transversales en matière d'inclusion sociale de FIDA12](#) et des [Directives du FIDA relatives au suivi des financements climatiques](#), qui permettent de dégager une analyse de situation approfondie, une intégration claire dans la théorie du changement, des indicateurs de cadre logique obligatoires, et des ressources humaines et financières spécifiques. De plus, sur la base de recommandations formulées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), il est envisagé d'adopter un nouveau plan d'action pour l'égalité femmes-hommes durant FIDA13, lequel contiendra des orientations pratiques concernant les objectifs en matière d'égalité femmes-hommes et d'autonomisation des femmes.
23. En outre, le FIDA a actualisé son approche d'intervention dans les situations de fragilité, en mettant l'accent sur la promotion de la résilience à long terme de ses bénéficiaires et institutions partenaires. Ce changement repose sur l'utilisation d'outils de diagnostic avancés, la gestion adaptative des programmes de pays et le renforcement des capacités internes. Le Fonds s'emploie par ailleurs à augmenter les ressources allouées et à établir des partenariats pour venir étayer ces efforts. Pendant le cycle de FIDA13, il mettra en place une unité spéciale chargée des questions de fragilité.
24. La notation des effets directs obtenus dans le domaine du développement à l'achèvement des projets présente des écarts d'une région à l'autre (figure 5). Par exemple, la région Amérique latine et Caraïbes a dépassé la cible de 60% de projets ayant obtenu une note supérieure ou égale à 5 en matière de genre, tandis que dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe, 100% des projets ont obtenu une note supérieure ou égale à 4 en ce qui concerne la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. La performance régionale obtenue par les projets du FIDA pâtit de l'existence de situations de fragilité et d'une rigueur accrue dans la notation. En outre, la réduction de la taille du portefeuille (66 projets, contre 76 l'an dernier) a pour effet supplémentaire d'augmenter la dispersion des résultats.

Figure 5  
**Ventilation par région des résultats obtenus au regard de l'intégration des thématiques transversales à l'achèvement (2021-2023)**



25. Le défi sera ici de remédier aux lacunes recensées en ce qui concerne les capacités des effectifs, la complexité, l'insuffisance des crédits alloués et la faiblesse du suivi-évaluation. L'ensemble des régions, avec le concours d'ECG, ont instauré des mesures qui visent à améliorer les performances d'ici à la fin du cycle de FIDA12 et au-delà. Par exemple, ESA collabore actuellement avec ECG pour remédier aux insuffisances des approches porteuses de transformations en matière de genre et pour améliorer la consignation des résultats dans les rapports d'achèvement de projet. La liste de surveillance relative aux SECAP, en cours d'élaboration, permettra à APR d'améliorer la qualité d'exécution. Des initiatives visant à répondre aux difficultés rencontrées au stade de la conception et à l'achèvement (figure 6) sont en cours dans l'ensemble des régions, comme le renforcement des capacités du personnel et des unités de gestion des projets, la mise au point de boîtes à outils opérationnelles, les activités d'apprentissage, et l'accroissement du suivi-évaluation via, par exemple, l'organisation de nouvelles formations relatives à ce domaine qui viennent s'ajouter à celles proposées par l'Académie des opérations du FIDA ou les nouvelles [ressources élaborées par le Fonds pour appuyer le renforcement du suivi-évaluation au niveau des projets](#). Ces mesures devraient améliorer les résultats pour tous les indicateurs, et ne se limitent pas à ceux qui concernent expressément les thématiques transversales.

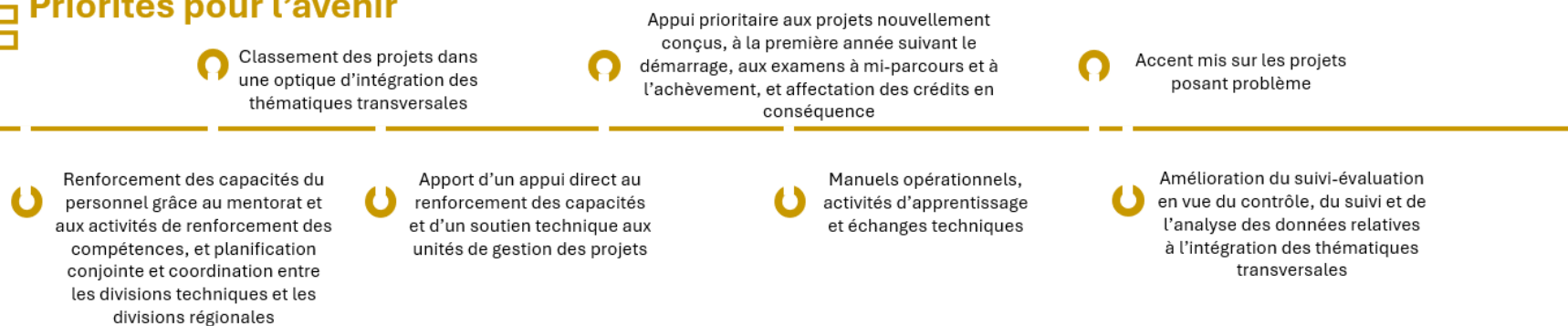
Figure 6  
Défis et priorités à prendre en compte pour atteindre les cibles relatives aux thématiques transversales durant FIDA12 et au-delà



## Défis



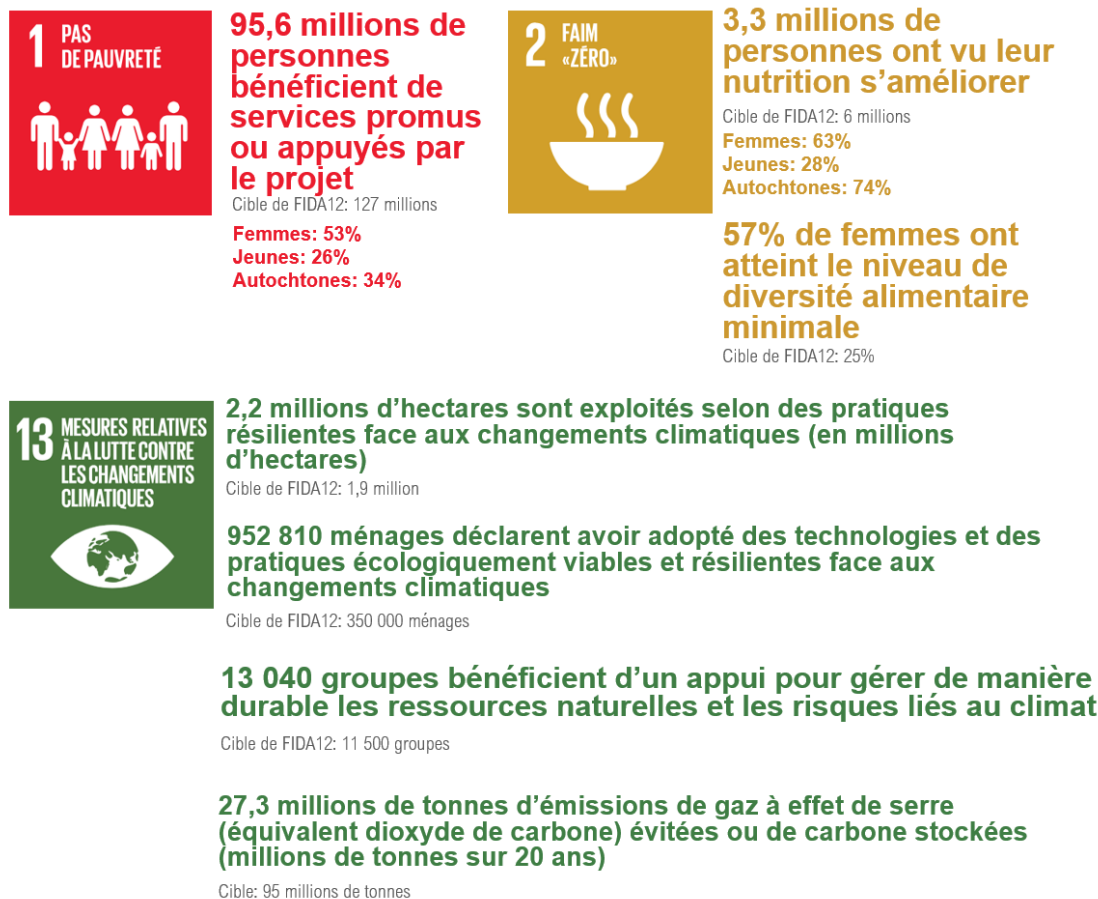
## Priorités pour l'avenir



26. Une analyse des projets en cours d'exécution montre que d'importantes contributions ont été apportées à la réalisation des objectifs de développement durable liés à l'inclusion sociale, aux changements climatiques et à la nutrition, ainsi qu'il ressort des 209 projets dont les résultats sont communiqués au regard des [indicateurs de base](#) du FIDA (figure 7).

Figure 7

Indicateurs de base du FIDA relatifs à l'intégration des thématiques transversales et à la contribution à la réalisation des objectifs de développement durable nos 1, 2 et 13 jusqu'en 2023



Source: Données du cadre logique des projets dans le Système de gestion des résultats opérationnels.

27. En conclusion, les thématiques transversales ont été intégrées avec succès au cours de FIDA12, notamment la nutrition, le genre, les jeunes, l'environnement et le climat, et ce, dans l'ensemble des stratégies de pays et durant la conception de tous les nouveaux projets. D'importants progrès ont été accomplis dans les domaines du financement de l'action climatique et du renforcement des capacités d'adaptation, malgré quelques disparités régionales. L'appui technique renforcé et la collaboration ont été essentiels, car ils ont permis de jeter des bases solides pour se diriger vers les objectifs ambitieux fixés pour FIDA13 et de prendre en main les difficultés liées à l'exécution.

## IV. Les partenariats et la coopération, catalyseurs d'impact et d'innovation

28. Les partenariats stratégiques noués par le FIDA sont essentiels pour favoriser l'innovation et enrichir le portefeuille du Fonds de manière à produire des résultats pérennes à grande échelle. On trouvera des précisions complémentaires à l'appendice II.
29. Parmi les exemples de collaborations importantes, il convient de mentionner le Mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique (ARCAFIM), une initiative dotée d'une enveloppe de 200 millions d'USD fondée sur des financements mixtes qui vise à renforcer la résilience des populations rurales face aux changements climatiques, ainsi que l'initiative Vision pour des cultures et des sols adaptés (VACS), dont l'objectif est de renforcer la résilience climatique dans le secteur agricole. Le programme de réduction des émissions de méthane dans le secteur agricole (Reducing Agricultural Methane Programme) et la mobilisation par le FIDA d'un grand volume de fonds supplémentaires pour l'action climatique sont des gages supplémentaires de l'engagement du Fonds en faveur de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de ses effets.
30. Parmi les autres grandes initiatives, citons la direction du programme de financement des systèmes alimentaires, assurée conjointement avec la Banque mondiale, la promotion de la participation des jeunes par l'intermédiaire d'alliances de jeunes issus des communautés et la reproduction des pôles d'entrepreneuriat agricole, un modèle de réussite. Grâce à son programme d'émission d'obligations axées sur le développement durable, le FIDA a considérablement élargi sa base d'investisseurs et augmenté sa capacité de financement, mobilisant une enveloppe de 65 millions d'EUR auprès de Hamburger Pensionskasse au mois de mars et de 115 millions d'EUR auprès d'Amundi au mois de mai, opérations qui ont porté à 344 millions d'USD le montant du financement total destiné aux projets de développement (montant en décembre 2023). Par ailleurs, des partenariats que le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones et l'[Initiative mondiale pour l'application d'approches de transformation de la dynamique femmes-hommes à l'appui des droits fonciers des femmes](#) permettent de renforcer les actions en faveur d'un développement inclusif et équitable.

## V. Prochaines étapes

31. Amélioration du suivi et du fonctionnement:
  - i) **Suivi rapproché du portefeuille.** Le FIDA assure un suivi étroit de sa réserve de projets pour veiller à ce que les changements apportés n'aient pas d'incidence sur la réalisation des cibles. Par exemple, le report de projets qui tiennent compte des enjeux nutritionnels et leur remplacement par des projets n'intégrant pas ces enjeux viendraient compromettre la réalisation de la cible relative à ce domaine (actuellement fixée à 60%), car la moindre variation pourrait avoir une incidence sur le pourcentage global. Pour cette raison, des examens du portefeuille sont réalisés chaque mois pour détecter les projets pour lesquels un appui technique supplémentaire est nécessaire, ce qui permet d'affecter stratégiquement les ressources afin que les équipes du FIDA et les interlocuteurs des pouvoirs publics puissent intégrer les thématiques transversales aux stades de la conception et de l'exécution des projets, en particulier dans les domaines où les résultats laissent à désirer. En outre, le FIDA a entrepris de renforcer les procédures de suivi, en particulier grâce à l'utilisation accrue des systèmes d'information géographique et de la télédétection, comme dans le cadre de son partenariat avec l'Agence spatiale européenne.

- ii) **Améliorer en priorité la performance au stade de l'exécution.** Les équipes régionales travailleront en étroite collaboration avec ECG pour élaborer des plans d'action en vue de renforcer les capacités, d'améliorer la planification et la coordination, et d'intensifier les efforts déployés pour assurer le contrôle, le suivi et l'analyse des données relatives aux thématiques transversales. En outre, les mesures mises en place pour pourvoir les postes vacants par le recrutement d'effectifs qualifiés, la participation aux communautés de pratique, l'établissement de partenariats avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial et d'autres institutions, les activités en cours visant à renforcer l'utilisation des données spatiales au FIDA, la constitution de listes de consultants qualifiés et la mise à l'essai de nouvelles technologies financées grâce à des dons devraient également accroître l'efficacité.

32. Élaboration des politiques et des stratégies:

- i) **Formulation de politiques, stratégies et plans d'action.** Le FIDA évalue les progrès accomplis et mène des consultations à l'échelle de l'institution pour que les résultats obtenus durant FIDA11 et FIDA12 soient mis à profit lors de l'élaboration des nouvelles politiques et stratégies, et que les cibles ambitieuses définies pour FIDA13 puissent être atteintes. Plusieurs nouveaux éléments importants se dégagent:
- a) Une stratégie relative à l'environnement, au climat et à la biodiversité répondra aux difficultés inhérentes au processus de conception et intégrera les enjeux liés à la biodiversité aux différentes phases du projet. La nouvelle stratégie comprendra également une feuille de route pour aligner l'action du FIDA sur les objectifs de l'Accord de Paris, confortant ainsi les engagements du Fonds dans le domaine du climat.
  - b) La politique en faveur de l'égalité femmes-hommes sera actualisée afin que les recommandations issues de l'évaluation thématique consacrée au domaine de l'égalité femmes-hommes et de l'avancement des femmes soient prises en compte, et s'accompagnera d'un nouveau plan d'action doté des ressources nécessaires en vue de la mise en œuvre, prévue pour 2025.
  - c) Une version révisée du Plan d'action pour la nutrition, conforme aux priorités établies pour FIDA13, contribuera à la transformation des systèmes alimentaires au bénéfice d'une meilleure nutrition et d'une alimentation plus saine.
  - d) Un nouveau plan d'action institutionnel pour la mobilisation des jeunes sera élaboré afin que le modèle de pôles d'entrepreneuriat agricole en faveur de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes soit reproduit à plus grande échelle, et que la collaboration avec les organisations de jeunes comme l'Alliance des jeunes issus des communautés soit intensifiée.

33. Partenariats et collaborations stratégiques:

- i) Les projets du FIDA continueront de mettre à profit et d'intégrer les systèmes nationaux de suivi, d'évaluation et de collecte des données. Grâce à leur alignement sur ces investissements nationaux, qui ont bénéficié d'un appui substantiel de la part d'autres partenaires financiers, les investissements du FIDA contribueront à accroître les synergies et à maximiser l'impact, par une mise en œuvre plus efficace et plus cohérente.
- ii) **Consolider et favoriser les partenariats stratégiques.** Le FIDA a entrepris d'élargir ses alliances stratégiques en vue de stimuler l'innovation et de répondre à divers enjeux. Le Fonds s'est notamment associé à des

initiatives comme le Programme commun relatif aux perspectives de transformation de la dynamique femmes-hommes dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le Programme conjoint « Accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales », le Mécanisme de transformation de la dynamique femmes-hommes, l'Initiative mondiale en faveur de la création d'emplois décents pour les jeunes et le groupe de travail sur l'entrepreneuriat agricole de l'Alliance pour l'entrepreneuriat en Afrique. Les collaborations mises en place avec la FAO dans les domaines du suivi du financement climatique et de biodiversité renforcent encore la capacité du FIDA à produire un changement porteur de transformation.

- iii) **Collaboration avec le secteur privé.** Le FIDA entend mobiliser un volume de plus en plus important de placements dans le secteur privé, accroître le financement climatique et encourager le secteur privé à prendre des engagements en vue d'ajouter à son portefeuille des financements à l'appui de l'action climatique et de la biodiversité. Les activités à cet égard prendront appui sur les acquis de projets ayant fait intervenir des solutions de financement innovantes, tels que les projets de [Fonds pour l'eau](#) ou le [Programme intégré sur les systèmes alimentaires du Fonds pour l'environnement mondial](#).

34. Utilisation de technologies de pointe:

- i) **Mobiliser les technologies avancées.** Le FIDA fera appel aux technologies de pointe, comme la cartographie fondée sur les systèmes d'information géographiques, la télédétection et la technologie de la chaîne de blocs dans le cadre de l'exécution et du suivi des projets. Elles permettront notamment de cataloguer les investissements réalisés grâce aux prêts et aux dons du FIDA dans les systèmes d'information géographique dans un nombre croissant de projets, l'objectif étant d'améliorer la planification des activités et le suivi-évaluation.

35. Collecte des données factuelles et optimisation de l'utilisation des ressources:

- i) **Collecte des données factuelles et optimisation de l'utilisation des ressources.** Les données factuelles issues des évaluations de l'impact, des évaluations institutionnelles, des études relatives aux PESEC et des rapports seront mises à profit pour formuler à l'intention des emprunteurs des solutions attractives permettant d'optimiser l'utilisation des ressources concernant les thématiques à intégrer en priorité. À partir de la base d'éléments factuels ainsi obtenue, le FIDA pourra procéder aux ajustements nécessaires et renforcer les capacités de son personnel et de ses partenaires d'exécution. On trouvera à l'appendice III des exemples de produits étayés par des données factuelles qui ont été élaborés en 2023.

## Rapport de situation sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne

1. Conformément aux garanties de transmission d'information données dans l'accord sur le fonds fiduciaire, le présent rapport de situation fait le point sur les différentes phases du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) mené par le FIDA.
2. La [première phase du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne](#) (ASAP1) a été lancée par le Fonds en 2012. Le programme, qui mobilisait en tout 316 millions d'USD, avait pour but d'améliorer la résilience climatique d'environ 6,7 millions de petits exploitants agricoles<sup>11</sup>.
3. La seconde phase du Programme, ASAP2, lancée en 2017, intervient en tant que mécanisme d'assistance technique et vise à faire progresser les travaux du FIDA liés à l'adaptation aux changements climatiques, à l'atténuation de leurs effets, et aux mesures de sauvegarde climatique, notamment la mobilisation de cofinancements auprès de fonds pour l'action climatique et l'environnement, la mise à l'essai d'innovations, la mise au point d'outils, la réalisation d'études et l'élaboration de produits du savoir. L'ASAP2 a mobilisé environ 16 millions d'USD.
4. Lancé en 2020, le [Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne \(ASAP+\)](#) étend la portée de l'ASAP1 et de l'ASAP2 et vise à mobiliser 500 millions d'USD. L'objectif est de renforcer la résilience climatique des petits producteurs agricoles et d'aider les partenaires à atteindre leurs objectifs en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets à l'échelle nationale<sup>12</sup>. Une réserve de dix projets d'investissement couvrant plusieurs régions est actuellement financée au titre de l'ASAP+.

### I. État d'avancement et résultats d'ensemble du programme

#### A. État d'avancement et résultats de l'ASAP1

5. Le portefeuille actuel de l'ASAP1 comprend des interventions dans quelque 44 projets appuyés par le FIDA répartis dans 41 pays (la Côte d'Ivoire, le Nigéria et le Soudan comptent deux projets chacun). La clôture du portefeuille doit avoir lieu en 2025. À ce jour, 27 projets ont été clos et achevés; 17 projets sont en cours d'exécution et ont atteint la phase d'examen à mi-parcours. En 2023, huit projets ont été achevés.
6. Les décaissements effectués au titre de l'ASAP1 (Figure 1) ont été considérables malgré un contexte opérationnel difficile dans de nombreux pays en raison des situations de fragilité, de l'instabilité politique et des conséquences de la guerre en Ukraine. À ce jour, 80% des fonds ont été décaissés.

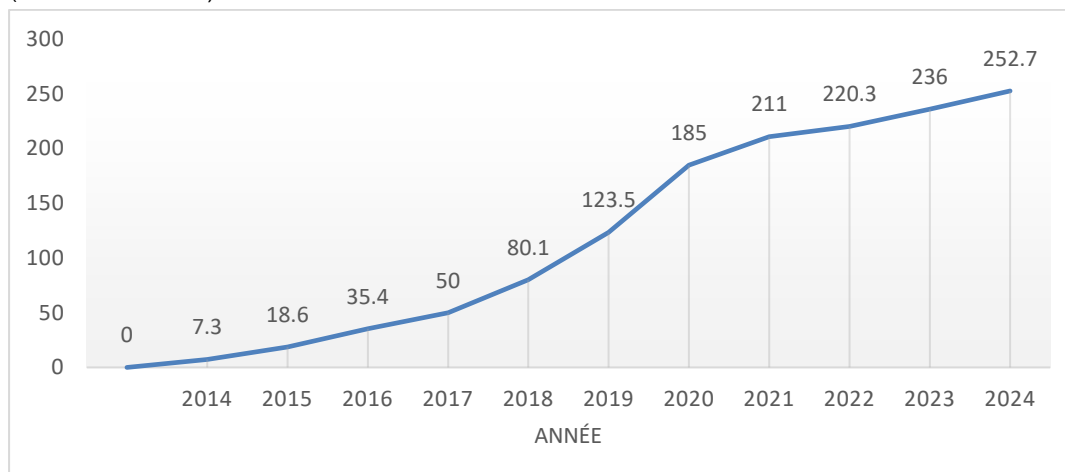
---

<sup>11</sup> <https://unfccc.int/fr/node/10058>

<sup>12</sup> <https://webapps.ifad.org/members/rep/12/3/docs/french/IFAD12-3-R-2-Add-3.pdf?attach=1>



Figure 1  
**Décaissements cumulés effectués au titre de l'ASAP (en avril 2024)**  
(en millions d'USD)



7. L'année dernière, à l'issue de son examen à l'achèvement du programme, le Royaume-Uni a attribué à l'ASAP la note « A » au regard des solides résultats obtenus dans les domaines de l'agriculture climato-compatible, du renforcement de la résilience et de l'amélioration des moyens d'existence des petits exploitants agricoles. Il s'est félicité du recours aux ressources sous forme de dons pour le financement de l'adaptation et de la collaboration avec les autorités publiques dans le cadre de l'exécution. Il a par ailleurs souligné l'efficacité de l'ASAP en matière de mobilisation de cofinancements et de reproduction à plus grande échelle des innovations.
8. Les auteurs de l'examen préconisent d'étoffer les données factuelles et de favoriser l'apprentissage dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques dans le cadre des projets relevant de l'ASAP, en procédant à une évaluation de l'impact sur la viabilité d'ici à 2025/2026, à une analyse exhaustive de l'optimisation de l'utilisation des ressources et à une analyse coûts-avantages, et évoquent également la création d'une banque de savoirs centralisée. Ils recommandent de procéder, sur la durée, à la mise en commun des résultats et au suivi des indicateurs tels que la participation des femmes, la résilience et la nutrition. De nombreuses recommandations sont en cours d'exécution.
9. L'apprentissage et la gestion des savoirs dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques jouent un rôle clé dans la réalisation des objectifs de l'ASAP, et de nombreuses études et supports de connaissances ont déjà été publiés à cet égard. En novembre 2023, le FIDA a publié la dernière étude de la collection technique relative à l'ASAP consacrée aux services d'information climatologique<sup>13</sup>. Les investissements de l'ASAP dans ces services couvrent trois grands aspects: l'adaptation aux changements climatiques, l'aménagement du territoire et la gestion des ressources naturelles, et les systèmes d'alerte précoce. Cette étude présente succinctement les enseignements et données d'expérience dans le domaine des services d'information climatologique, en se fondant sur les enseignements tirés de l'ASAP.
10. Le tableau 1 présente les résultats du portefeuille obtenus au regard des cibles relatives aux effets directs et aux produits de l'ASAP<sup>1</sup>. Toutes les cibles sont atteintes à hauteur d'au moins 75%, et de nombreux indicateurs affichent un taux de réalisation supérieur à 120%.

<sup>13</sup> [ASAP Technical Series: Services d'information climatologique \(ifad.org\)](https://ifad.org).

Tableau 1  
Cibles et résultats globaux du programme à la lumière du cadre logique de l'ASAP1

Résultats de l'ASAP par ordre de priorité	Résultats de l'ASAP au niveau du portefeuille mondial	Indicateurs d'évaluation des résultats du portefeuille	Cible fixée à la conception <sup>14</sup>	Résultats dans le RIME 2023	Résultats actuels	Pourcentage atteint
<b>Objectif général</b>	Les petits exploitants pauvres sont plus résilients aux changements climatiques	1 Nombre de membres de ménages de petits exploitants pauvres dont la résilience climatique a été renforcée	6 727 159	6 822 593	6 985 574	105
<b>Objectif spécifique</b>	Reproduction à plus grande échelle des méthodes d'adaptation à avantages multiples pour les petits exploitants pauvres	2 Rapport entre les dons au titre de l'ASAP et les financements hors ASAP	1:7,5	1:7,9	1:7,9	105
		3 Émissions de gaz à effet de serre évitées et/ou stockées (en tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone)	80 millions de tonnes sur 20 ans (cible de 2012)	50 millions de tonnes sur 20 ans	s.o.	s.o.
<b>Effet direct 1</b>	Gestion des terres améliorée et pratiques et techniques agricoles résilientes face aux changements climatiques et tenant compte des questions de genre	4 Nombre d'hectares de terres cultivées au moyen de pratiques favorisant la résilience climatique	1 884 273 hectares	1 401 738 hectares	1 606 007	85
<b>Effet direct 2</b>	Accroissement de la disponibilité en eau et de l'efficacité de son utilisation pour la production et la transformation dans le secteur de l'agriculture paysanne	5 Nombre de ménages et d'installations de production et de transformation disposant de plus d'eau	4 443 installations	4 323 installations	4 854	109
			289 503 ménages	351 283 ménages	396 497	137
<b>Effet direct 3</b>	Renforcement des capacités humaines de gestion des risques climatiques à court et long terme et de réduction des pertes dues à des catastrophes d'origine climatique	6 Nombre de femmes et d'hommes et nombre de groupes communautaires participant à des activités de gestion des risques climatiques, de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, et de réduction des risques de catastrophe	1 926 889 personnes	1 955 221 personnes	1 898 394	99
			25 407 groupes	19 654 groupes	25 773	101
<b>Effet direct 4</b>	Renforcement de la résilience des infrastructures rurales face aux changements climatiques	7 Valeur des infrastructures rurales, nouvelles ou déjà en place, rendues résilientes face aux changements climatiques (en USD)	131 575 730 USD	129 687 000 USD	124 817 000	95
			543 kilomètres	476 kilomètres	528	97
<b>Effet direct 5</b>	Connaissances sur l'agriculture paysanne climato-compatible étayées et diffusées	8 Nombre d'espaces de concertation internationaux ou nationaux sur les questions climatiques sur lesquelles les équipes des projets financés par l'ASAP ou les partenaires de projet travaillent activement	36	34	38	106

<sup>14</sup> Cible à atteindre d'ici à décembre 2025, mais susceptible d'être modifiée selon l'état d'avancement des projets relevant de l'ASAP.

## B. État d'avancement de l'ASAP2

11. Les initiatives financées au titre de l'ASAP2, comme celles de l'ASAP1, doivent être achevées d'ici la fin de l'année 2025. À ce jour, 98% des fonds ont été affectés et dépensés. Le solde global des fonds de l'ASAP2 qui n'ont pas été alloués s'élève à 361 442,3 USD.
12. L'ASAP2 finance actuellement plusieurs grandes initiatives, comme l'outil d'évaluation préalable du bilan carbone (EX-ACT) et la version interactive du Modèle d'évaluation environnementale de l'élevage mondial (GLEAM-i)<sup>15</sup>, en partenariat avec la FAO, et l'actualisation de l'outil d'évaluation de l'adaptation aux effets des changements climatiques dans le développement rural (CARD)<sup>16</sup>, en collaboration avec la FAO et Finres. EX-ACT entame sa deuxième phase en 2024-2025, qui vise à appuyer l'élaboration de pas moins de 65 analyses. GLEAM-i devrait s'achever en octobre 2024, tandis que la fin de la mise à niveau de CARD au sein de l'outil ABC-Map<sup>17</sup> est prévue pour juin 2024.

## C. État d'avancement et réserve de projets de l'ASAP+

13. Au titre de l'ASAP+, 75,8 millions d'USD ont été mobilisés, auxquels s'ajoutent 16,5 millions d'USD de contributions à recevoir, soit un total de 92,3 millions d'USD. Le tableau 2 illustre la réserve actuelle de projets de l'ASAP+, qui comprend à présent 10 projets depuis 2023, dont un nouveau projet au Tchad, le Projet de renforcement de la productivité des exploitations agropastorales familiales et résilience (RePER).

Tableau 2  
Portefeuille de l'ASAP+ en cours

Lieu et nom du projet	Aperçu du projet	État d'avancement
<b>Brésil</b> Projet de gestion durable de l'Amazonie (PAGES)	Le projet ciblera 20 000 exploitations agricoles familiales associées à des organisations rurales et vise à faire reculer la pauvreté rurale tout en réduisant la déforestation et la dégradation de l'environnement dans la région amazonienne du Maranhão, au moyen du renforcement de la résilience de 64 000 personnes et de la diminution des émissions à hauteur d'environ 6 millions de tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone. <b>Financement de l'ASAP+:</b> 17,1 millions d'USD.	En cours d'exécution
<b>Brésil</b> Promotion de la rémunération des services environnementaux au service de chaînes d'approvisionnement préservées de la déforestation	Le Brésil utilisera les fonds de l'initiative CompensACTION pour mettre à l'essai des projets qui tiennent compte du potentiel de la rémunération des services environnementaux dans la promotion de la conservation des forêts. Le FIDA propose un fonds pilote pour la rémunération des services environnementaux afin de promouvoir la conservation des forêts par les communautés marginalisées dans des filières préservées de la déforestation. L'objectif est d'évaluer à quel point la rémunération des services environnementaux est utile à la diversification des moyens d'existence, à l'augmentation des sources de revenus qui ne conduisent pas à la déforestation (grâce à la production de produits forestiers non ligneux), et à l'amélioration de l'accès au marché des produits forestiers non ligneux. <b>Financement de l'ASAP+:</b> 4,4 millions d'USD.	En cours d'exécution
<b>Burkina Faso</b> Programme de renforcement de la	Ce programme vise à renforcer la résilience climatique des petits exploitants au moyen d'investissements dans des pratiques d'adaptation éprouvées, de technologies autochtones et de solutions fondées sur la nature. Il est axé sur l'amélioration de l'accès à l'eau pour l'agriculture et	Approuvé en septembre 2023

<sup>15</sup> EX-ACT est un modèle Excel libre et gratuit qui est utilisé pour estimer et suivre l'impact des investissements et des politiques ciblant le secteur de l'agriculture, de la foresterie et des autres affectations des terres sur les émissions de gaz à effet de serre. Il aide les parties prenantes nationales à renforcer leur capacité à suivre l'état d'avancement des objectifs de réduction des émissions dans divers projets et apporte aux décideurs un appui à l'intégration de l'atténuation des changements climatiques dans les politiques nationales et les engagements internationaux, comme les contributions déterminées au niveau national. GLEAM-i est un calculateur en ligne qui permet d'obtenir une estimation des émissions de gaz à effet de serre produites par le secteur de l'élevage. Il prend en compte l'intégralité du cycle de vie des produits d'origine animale, de la production des intrants jusqu'aux impacts à la ferme.

<sup>16</sup> La plateforme CARD permet de mesurer les effets des changements climatiques sur les rendements des principaux types de cultures.

<sup>17</sup> Conçue par la FAO, ABC-Map évalue les conséquences environnementales des politiques, des plans et des investissements nationaux ciblant les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des autres affectations des terres à partir des images satellites fournies par le moteur Google Earth. Il permet de repérer aisément les possibilités de synergies et les arbitrages à réaliser entre les activités en faveur du climat, de la biodiversité et de la remise en état des terres.

<i>Lieu et nom du projet</i>	<i>Aperçu du projet</i>	<i>État d'avancement</i>
résilience des petits exploitants agricoles face aux changements climatiques	la promotion de la diversification des cultures et des sources de revenus, et l'application de modèles agricoles durables sous la direction du Gouvernement burkinabé. <b>Financement de l'ASAP+:</b> 7 millions d'USD.	
<b>Éthiopie</b> Programme pour l'agriculture participative et la transformation face aux changements climatiques (PACT)	Le PACT vise à produire une croissance des revenus agricoles favorisant la résilience climatique et à améliorer l'alimentation des ménages ruraux. Les ressources de l'ASAP+ visent à appuyer les infrastructures, l'amélioration des écosystèmes et la diversification des moyens d'existence des populations. Les fonds de l'initiative CompensACTION viennent compléter les activités déjà menées dans le cadre du PACT dans trois régions cibles. <b>Financement de l'ASAP+:</b> 11,4 millions d'USD.	En cours d'exécution
<b>Lesotho</b> Projet de régénération des paysages et des moyens d'existence (ROLL)	L'initiative pilote CompensACTION sera intégrée à ce projet en cours. Le projet comprend un mécanisme de coalition pour la régénération, qui vise à appuyer la mise en place d'initiatives locales multipartites, ainsi qu'un fonds en faveur des possibilités de régénération, qui permet d'investir dans des activités proposées par les coalitions et qui ont des retombées sur les services écosystémiques liés à l'eau. L'initiative pilote CompensACTION améliore le système de paiement pour services liés aux écosystèmes du Fonds en faveur des possibilités de régénération afin que l'efficacité de la gestion de l'eau, le stockage du carbone et le financement innovant de la lutte contre les émissions de carbone soient pris en compte. <b>Financement de l'ASAP+:</b> 4,4 millions d'USD.	En attente d'approbation interne
<b>Malawi</b> Programme de développement de l'irrigation dans les zones rurales (PRIDE)	Le PRIDE est axé sur la mise en place de systèmes de gestion des terres et de l'eau résilients, le transfert de connaissances aux petits exploitants et l'établissement de liens avec des marchés viables. Les ressources de l'ASAP+ financeront la construction de systèmes d'irrigation, ce qui permettra de réaliser des gains de productivité dans les zones pluviales et de lutter contre la dégradation des terres. L'objectif est d'étendre le bénéfice du programme à au moins 20 000 bénéficiaires supplémentaires grâce à un financement additionnel du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). <b>Financement de l'ASAP+:</b> 7 millions d'USD.	En cours d'exécution
<b>Niger</b> Programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa (ProDAF-Diffa)	Le programme, qui part des investissements en cours du ProDAF mais les élargit, vise à renforcer la résilience des ménages vulnérables grâce à des pratiques et à des technologies favorisant l'adaptation aux changements climatiques, à de meilleures pratiques agronomiques et à une meilleure gestion des ressources en eau. Les équipes collaboreront avec celles d'autres interventions financées par le FEM, le Fonds vert pour le climat et l'ASAP au Niger. <b>Financement de l'ASAP+:</b> 7 millions d'USD.	Portefeuille suspendu à titre provisoire <sup>18</sup>
<b>Somalie</b> Projet en faveur de la réhabilitation des terres de parcours et de l'agriculture adaptative (A2R2)	Le projet vise à améliorer la gestion des ressources en eau et des terres de parcours, l'agriculture écologique et les moyens d'existence à l'épreuve des changements climatiques, la réhabilitation des forêts et des habitats, et la gouvernance et les systèmes d'information au service de la lutte contre la dégradation des terres et la perte de biodiversité. Un mécanisme expérimental de microfinancement ciblera les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, dans le cadre d'activités rémunératrices résilientes face aux changements climatiques. Les fonds provenant de l'ASAP+ viendront s'ajouter à ceux issus du Fonds pour les pays les moins avancés géré par le FEM et le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. <b>Financement de l'ASAP+:</b> 7 millions d'USD.	En attente d'approbation interne
<b>Tchad</b> Projet de renforcement de la productivité des exploitations agropastorales familiales et résilience (RePER)	L'objectif de développement du RePER est l'amélioration de la performance et de la résilience des exploitations agropastorales familiales ciblées. Le financement provenant de l'ASAP+ renforcera la résilience des exploitations agropastorales familiales grâce aux mesures suivantes: i) amélioration de l'accès à l'eau et diffusion des techniques respectueuses de l'environnement qui favorisent la résilience aux changements climatiques aux niveaux de la production et des activités post-récolte; ii) amélioration de l'accès à l'information climatique, mise en place de systèmes de surveillance de l'environnement, et éducation à l'environnement et aux changements climatiques; iii) réduction des émissions, prévention de la déforestation et amélioration des conditions de vie des ménages par la promotion de fourneaux économes en énergie. <b>Financement de l'ASAP+:</b> 7 millions d'USD.	En cours d'exécution

<sup>18</sup> À la suite de l'établissement d'un gouvernement de fait au Niger le 26 juillet 2023, des sanctions ont été prises par les organismes régionaux et le gouvernement s'est vu dans l'incapacité d'apurer ses arriérés auprès de grandes institutions financières internationales, dont le FIDA. Avec la levée des sanctions (le 24 février 2024), le Niger devrait pouvoir régler ses arriérés et reprendre sa participation en vue de la signature de l'accord de financement et du démarrage des activités du projet, notamment les composantes de l'ASAP+.

<i>Lieu et nom du projet</i>	<i>Aperçu du projet</i>	<i>État d'avancement</i>
<b>Yémen</b> Projet d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural (RLDP)	Le RLDP cible les femmes et les jeunes vulnérables, et doit bénéficier à 175 000 personnes. L'objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'augmenter la production agricole durable et de renforcer la résilience au moyen d'une planification communautaire, d'infrastructures résilientes face aux changements climatiques et d'une agriculture climato-compatible. Le projet, approuvé par le Conseil d'administration, est cofinancé par le Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres, la Direction suisse du développement et de la coopération et le Fonds pour les pays les moins avancés du Fonds pour l'environnement mondial. <b>Financement de l'ASAP+:</b> 7 millions d'USD.	En attente d'approbation interne

14. Le décaissement des fonds de l'ASAP+ a commencé en 2022, et 1,4 million d'USD ont été décaissés à ce jour au profit du Projet de gestion durable de l'Amazonie (Brésil). L'instabilité politique au Sahel a causé des retards dans le démarrage des projets dans la région. Toutefois, des fonds devraient commencer à être décaissés pour des projets au Burkina Faso, en Éthiopie, au Malawi et au Tchad au cours du premier semestre 2024.
15. Le tableau 3 présente les cibles de résultat globales pour les projets approuvés relevant de l'ASAP+. Les résultats globaux des projets et les cibles correspondantes continueront à être relevés au fur et à mesure que des contributions additionnelles à l'ASAP+ seront mobilisées et programmées sous forme d'investissements.

Tableau 3

**Cibles de résultat des projets par rapport aux indicateurs du Cadre de gestion des résultats de l'ASAP+\***

<i>Résultats de l'ASAP par ordre de priorité</i>	<i>Résultats de l'ASAP au niveau du portefeuille mondial</i>	<b>Indicateurs d'évaluation des résultats du portefeuille</b>		<i>Cible fixée à la conception</i>
<b>Objectif général</b>	Membres de ménages de petits exploitants pauvres ayant reçu un appui pour faire face aux effets des changements climatiques (portée)	1	Nombre de membres de ménages de petits exploitants pauvres dont la résilience climatique a été renforcée	197 093 ménages 964 757 personnes
Effet direct 1	Domaine de l'effet direct 1. Accroître la résilience des ménages vulnérables face aux effets des changements climatiques sur leur sécurité alimentaire et leur état nutritionnel, en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les personnes handicapées	2	Nombre de personnes/ménages faisant état de l'adoption de technologies et de pratiques écologiquement viables et résilientes face aux changements climatiques <b>[indicateur de base 3.2.2]</b>	22 112 ménages 123 681 personnes
		3	Nombre de personnes/ménages faisant état d'une diminution importante du temps consacré à la collecte d'eau et de combustible <b>[indicateur de base 3.2.3]</b>	8 313 ménages 37 945 personnes
<b>Effet direct subsidiaire 1.1</b>	Amélioration de l'accès à des aliments et produits nutritifs issus de systèmes agricoles favorisant la biodiversité	4	Nombre de personnes/ménages appuyés pour accroître la diversité des espèces et variétés cultivées	508 ménages 3 000 personnes
<b>Effet direct subsidiaire 1.2</b>	Renforcement des capacités humaines de gestion des risques climatiques	5	Nombre de personnes/groupes qui reçoivent un appui aux fins de la gestion durable des ressources naturelles et des risques liés au climat <b>[indicateur de base 3.1.1]</b>	20 864 groupes
		6	Nombre de personnes ayant reçu des services d'information climatique	465 ménages 3 000 personnes
<b>Effet direct subsidiaire 1.3</b>	Intensification d'une gestion des terres et des ressources naturelles à l'épreuve des changements climatiques	7	Nombre d'hectares exploités de manière à renforcer la résilience climatique <b>[indicateur de base 3.1.4/ASAP 4]</b>	513 244 hectares
<b>Effet direct subsidiaire 1.4</b>	Services et infrastructures à l'épreuve des changements climatiques	8	Nombre de personnes/ménages bénéficiant d'une meilleure disponibilité de l'eau et/ou d'une plus grande efficacité de la gestion de l'eau à des fins de production <b>[ASAP 5b, modifié]</b>	3 213 ménages 13 622 personnes
		9	Valeur des infrastructures rurales, nouvelles ou déjà en place, rendues résilientes face aux changements climatiques (en USD) <b>[ASAP 7a]</b>	26 000 (en milliers d'USD)
		10	Gestion éclairée des pistes rurales nouvelles ou existantes qui ont été rendues résilientes face aux changements climatiques <b>[ASAP 7b]</b>	10 kilomètres
<b>Effet direct subsidiaire 1.5</b>	Renforcement des cadres stratégiques relatifs à l'agriculture paysanne résiliente face aux changements climatiques	11	Nombre de lois, stratégies, réglementations ou politiques existantes ou nouvelles sur les changements climatiques et les secteurs agricoles proposées aux responsables politiques pour approbation, ratification ou modification	5
<b>Effet direct 2</b>	Réduction des émissions grâce à des interventions bénéfiques pour tous, qui apportent de grands avantages en matière de développement, en particulier pour les groupes marginalisés et souffrant d'insécurité alimentaire	12	Nombre de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre évitées ou de carbone stocké <b>[indicateur de base 3.2.1]</b>	1 842 433
<b>Effet direct subsidiaire 2.1</b>	Disponibilité accrue de perspectives de	13	Nombre de personnes ayant accès à des technologies contribuant au stockage du carbone ou à la réduction	3 540 personnes

<i>Résultats de l'ASAP par ordre de priorité</i>	<i>Résultats de l'ASAP au niveau du portefeuille mondial</i>	<b>Indicateurs d'évaluation des résultats du portefeuille</b>	<i>Cible fixée à la conception</i>
	développement à faibles émissions	des émissions de gaz à effet de serre <b>[indicateur de base 3.1.3]</b>	
		14	-
			Nombre de personnes qui occupent des emplois verts nouveaux ou existants

\* Les informations présentées comprennent des données relatives à des projets dont la conception a été achevée et qui peuvent donc être considérées comme définitives, à l'exception des ajustements apportés aux cibles au cours de l'exécution, et à d'autres projets dont la conception est en cours et qui doivent donc être considérées comme provisoires.

## D. Situation du fonds fiduciaire de l'ASAP

16. Le tableau 4 présente la situation financière du fonds fiduciaire de l'ASAP à la fin de 2023.

Tableau 4  
Situation financière du fonds fiduciaire de l'ASAP\*

	<i>État membre</i>	<i>Monnaie locale (en milliers)</i>	<i>Année</i>	<i>Contributions reçues (en milliers d'USD)**</i>	<i>Estimation de la contribution reçue (en milliers d'USD)**</i>	<i>Total général reçu + estimation de la contribution à recevoir (en milliers d'USD)**</i>
Contributions complémentaires	Belgique	6 000 EUR	2012	7 855	0	7 855
ASAP1	Canada	19 849 CAD	2012	19 879	0	19 879
	Finlande	5 000 EUR	2014	6 833	0	6 833
	Pays-Bas (Royaume des)	40 000 EUR	2012	48 581	0	48 581
	Norvège	63 000 NOK	2013/2014/2015	9 240	0	9 240
	Suède	30 000 SEK	2013	4 471	0	4 471
	Suisse	10 000 CHF	2013	10 949	0	10 949
	Royaume-Uni	147 523 GBP	2012/2013/2014	202 837	0	202 837
	<b>Total partiel</b>			<b>310 645</b>		<b>310 645</b>
Fonds supplémentaires						
ASAP1	Département flamand des affaires étrangères	2 000 EUR	2014	2 380	0	2 380
	République de Corée	3 000 USD	2015	3 000	0	3 000
	<b>Total partiel</b>			<b>5 380</b>		<b>5 380</b>
	<b>Total ASAP1</b>			<b>316 025</b>		<b>316 025</b>
ASAP2	Norvège	80 000 NOK	2016	9 550	0	9 550
	Suède	50 000 SEK	2016	5 904	0	5 904
	France	600 EUR	2019/2021	660	0	660
	<b>Total ASAP2</b>			<b>16 114</b>		<b>16 114</b>
Personnel détaché	France	1 140 USD		<b>1 140</b>		
ASAP+	Fonds du Qatar pour le développement	500 USD	2020	500	0	500
	Autriche	2 000 EUR	2020	2 437	0	2 437
	Irlande	4 000 EUR	2021	4 702	0	4 702
	Suède	100 000 SEK	2021	11 018	0	11 018
	Allemagne	32 000 EUR	2021/2022	19 084	16 533	35 617

Danemark	190 000 DKK	2021/2023	28 170	0	28 170
Norvège	100 000 NOK	2022	9 881	0	9 881
<b>Total ASAP+</b>			<b>75 792</b>	<b>16 204</b>	<b>92 325</b>
<b>Total</b>			<b>409 071</b>		<b>424 464</b>

\*Remarque: le montant des fonds de l'ASAP+ est légèrement inférieur à celui de l'an dernier, en raison des fluctuations des taux de change.



## Synthèse des engagements pris au titre de FIDA12 concernant les thématiques transversales<sup>19</sup>

Mesure contrôlable	Date d'achèvement prévue	État d'avancement	Bilan au 31 décembre 2023
1. Porter la proportion cible des financements climatiques à 40% du programme de prêts et dons pour FIDA12	Quatrième trimestre 2024	En cours	37%
2. Présenter au Conseil d'administration la stratégie du FIDA sur la biodiversité	Quatrième trimestre 2021	Achévé	Stratégie pour la biodiversité approuvée
3. Élaborer des initiatives axées sur l'agrobiodiversité pour améliorer la gestion et la remise en état des écosystèmes aquatiques ou terrestres	Quatrième trimestre 2022	Achévé	L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF) ont organisé des manifestations axées sur la biodiversité agricole et ont réalisé un état des lieux de l'agroforesterie dans l'optique de stimuler les investissements. L'agroforesterie est prise en compte dans 28% des activités ayant fait l'objet d'une enquête dans le cadre de FIDA12. Plusieurs projets récents mettent l'accent sur la biodiversité agricole, comme le Projet d'innovation dans les filières au service d'une transformation durable des communautés bénéficiant de la réforme agraire (VISTA) aux Philippines, le Projet d'amélioration de la sécurité alimentaire par l'agriculture durable (EFOSE) en Haïti, le Projet de développement vert dans le Hunan (HGDP) en Chine, le Projet d'élargissement de l'arboriculture-II (TCEP-II) au Libéria, le Projet de développement inclusif de la petite agriculture de montagne dans le Nord-Ouest de la Tunisie (DINAMO) en Tunisie, et le programme Frontera Agroecologica en Bolivie (État plurinational de). Les fonds supplémentaires comprennent une enveloppe de 52,5 millions d'EUR accordée par l'Union européenne au Programme d'investissement en faveur de la résilience des moyens d'existence et de la bonne santé des sols dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, et une enveloppe de 20,2 millions d'EUR (dont une contribution de 5 millions d'EUR de la Belgique) en faveur du Programme mondial pour les petits producteurs agroécologiques et la transformation durable des systèmes alimentaires. Les programmes relevant du Fonds vert pour le climat, du Fonds pour l'adaptation et du Fonds pour l'environnement mondial soutiennent la restauration des écosystèmes et les investissements en faveur de la biodiversité. L'initiative Vision pour des cultures et des sols adaptés (VACS) accroît la diversité des espèces cultivées et améliore la santé des sols.
4. Veiller à ce que 35% des nouveaux projets d'investissement soient conçus dans le but de transformer les rapports femmes-hommes	Quatrième trimestre 2024	En cours	53%
5. Capacités en matière d'action climatique: 90% des projets conçus sont axés sur l'amélioration des capacités d'adaptation	Quatrième trimestre 2024	En cours	78%

<sup>19</sup> Les données relatives à la conception proviennent du tableau de bord de la Division des politiques et des résultats opérationnels sur les thématiques transversales.

Mesure contrôlable	Date d'achèvement prévue	État d'avancement	Bilan au 31 décembre 2023
6. Faire en sorte que 60% des nouveaux projets d'investissement accordent une priorité explicite à la jeunesse et à l'emploi des jeunes	Quatrième trimestre 2024	En cours	63%
7. Veiller à ce que 60% des nouveaux projets d'investissement tiennent compte des enjeux nutritionnels au stade de la conception	Quatrième trimestre 2024	En cours	63%
8. Soumettre à l'approbation du Conseil d'administration une mise à jour de la politique relative à l'action du FIDA aux côtés des peuples autochtones	Deuxième trimestre 2022	Achévé	Approuvé: EB 2022/137/R.6
9. Veiller à ce qu'au moins 10 nouveaux projets ciblent en priorité les peuples autochtones	Quatrième trimestre 2024	En cours	Cinq projets approuvés au 31 décembre 2023, au <a href="#">Brésil</a> , en <a href="#">El Salvador</a> , aux <a href="#">Îles Salomon</a> , en <a href="#">République démocratique du Congo</a> et en <a href="#">République démocratique populaire lao</a> . Approbation pour les Philippines en avril 2024 et cinq projets en cours d'élaboration en vue de leur approbation d'ici décembre 2024.
10. Reconstituer le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, notamment en mobilisant des ressources supplémentaires auprès d'autres partenaires.	Quatrième trimestre 2022	Achévé	En 2023, le FIDA a approuvé un financement de 2,5 millions d'USD sous forme de don ordinaire pour compléter la contribution de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA) et a mobilisé une enveloppe supplémentaire de 2,9 millions d'USD auprès de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD). En outre, un montant de 400 000 USD a été mobilisé auprès de l'ASAP+.
11. Présenter au Conseil d'administration une stratégie relative aux personnes ayant un handicap	Deuxième trimestre 2022	Achévé	Approuvé: EB 2022/137/R.7
12. Veiller à ce que les personnes ayant un handicap constituent un groupe cible prioritaire dans au moins cinq nouveaux projets.	Quatrième trimestre 2024	Achévé	Cinq projets approuvés ciblent en priorité les personnes ayant un handicap en <a href="#">Équateur</a> , en <a href="#">Éthiopie</a> , à <a href="#">Madagascar</a> , au <a href="#">Mali</a> et en <a href="#">République démocratique du Congo</a> .
13. Revoir la Politique du FIDA en matière de ciblage afin de mieux tenir compte des priorités au chapitre de l'intégration des thématiques transversales et de l'inclusion sociale (peuples autochtones et personnes ayant un handicap)	Quatrième trimestre 2022	Achévé	Approuvé: EB 2023/138/R.3
14. Renforcer la communication sur les thématiques transversales et les engagements en établissant un rapport annuel indépendant et complémentaire au Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE)	Troisième trimestre 2023	En cours	Date de présentation du premier rapport: 2023

# Summary of key terms related to IFAD mainstreaming priorities

<b>Targeting</b>	<p>IFAD’s definition of targeting has both strategic and operational meanings.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Strategically, targeting relates to resource allocation to ensure that funds are programmed in a way that is consistent with IFAD’s mandate. The focus of this Policy is on targeting within country programmes and informing new and existing corporate initiatives. Allocation of resources across countries through the performance-based allocation system and the Borrowed Resources Access Mechanism is not addressed here.</li> <li>b. Operationally, poverty targeting is traditionally defined as the process by which resources are directed to people defined as poor on the basis of eligibility criteria (such as geographic targeting, self-targeting and direct targeting). IFAD expands this to encompass the broad set of actions – including all aspects of design and implementation – that include or exclude individuals from project interventions and ensure that IFAD’s investment projects are relevant and effective in reaching, benefiting and empowering the target group.</li> </ul> <p>IFAD's target group are people living in poverty in rural areas as well as vulnerable populations at risk of falling into poverty in rural geographies, with a continuing priority on the poorest and most excluded, including those who are food-insecure.</p>
<b>Climate finance</b>	<p>A project with <b>climate finance</b> aims at increasing climatic resilience by actively tackling identified climatic vulnerabilities through adaptation and mitigation measures in response to country needs and Nationally Determined Contributions (NDCs). IFAD has adopted the internationally recognized MDB Methodologies for Tracking Climate Change Adaptation and Mitigation Finance (hereafter: the MDB Methodologies).</p> <p>The metric for this target is <b>Climate-focused PoLG (percentage)</b> and is measured as United States dollar value reported as a percentage share of total IFAD approvals, calculated based on the internationally recognized MDB Methodologies for Climate Change Adaption and Mitigation Tracking. Climate finance is calculated at design, based on the final cost tables and project design reports of approved IFAD operations.</p>
<b>Adaptation finance</b>	<p>There are separate methodologies for calculating adaptation and mitigation finance. <b>Climate change adaptation</b> aims to reduce the risks or vulnerabilities posed by climate change and to increase resilience to the adverse impacts of climate change. Identification of adaptation finance is a result of a three-step process and thus, for a project’s finance to be counted either fully or partially as adaptation finance, the project must meet each of the following three steps:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Set out the project’s context of vulnerability to climate change;</li> <li>2. Make an explicit statement of intent to address this vulnerability as part of the project; and</li> <li>3. Articulate a clear and direct link between the vulnerability and the specific project activities.</li> </ul> <p>The metric for this target is <b>Projects designed to build adaptive capacity (percentage)</b> and is measured as a percentage of IFAD projects that include activities aiming to build climate-related</p>

	<p>adaptive capacity across multiple dimensions (e.g. increasing incomes; improved access to productive resources; empowerment of vulnerable groups). This indicator is measured at design, based on the project design reports of approved IFAD operations.</p>
<b>Mitigation finance</b>	<p><b>Climate change mitigation</b> reduces or limits greenhouse gas (GHG) emissions, or sequesters carbon to mitigate climate change. However, not all activities that reduce GHG emissions are eligible to be counted towards MDB mitigation finance, which is based on a list of activities that are compatible with low-emission pathways. Mitigation finance tracking is built on the Common Principles for Climate Change Mitigation Finance Tracking developed jointly by the MDBs and the International Development Finance Club (IDFC). This methodology is refined over time, to iteratively increase ambition and enhance alignment with the goals of the Paris Agreement, especially on keeping anthropogenic climate change to “well below” 2 degrees Celsius above pre-industrial levels.</p> <p>As a precondition for attributing mitigation finance to an IFAD project, IFAD requires an ex-ante GHG assessment to prove that the project overall has the potential to be a net sink of GHG emissions, compared to the without-project scenario.</p> <p>Though some interventions can achieve adaptation and mitigation objectives jointly, the activities and outcomes of adaptation are context-specific, while mitigation has a global component.</p>
<b>Building adaptive capacity</b>	<p>This new indicator shows that while IFAD climate finance regards only activities specifically aimed at addressing climate change, the majority of IFAD projects address climate objectives. <b>A project will automatically be flagged as building adaptive capacities provided that at least 15 per cent of the IFAD investment is validated as climate finance.</b></p>
<b>Gender mainstreaming</b>	<p>Gender mainstreaming is the process by which reducing the gaps in development opportunities between women and men and working towards equality between them become an integral part of the organization’s strategy, policies and operations.</p>
<b>Gender transformative</b>	<p>A <b>gender transformative</b> project actively seeks to transform gendered power dynamics by addressing social norms, practices, attitudes, beliefs and value systems that represent structural barriers to women’s and girls’ inclusion and empowerment.</p> <p>Criteria that also apply to a “gender mainstreamed” project (a subset of “gender transformative” projects) are not marked with an asterisk. Criteria that go beyond “gender mainstreaming” and help to identify a “gender transformative” project are marked with an asterisk. Note that the IFAD12 RMF only formally tracks “gender transformative” projects approved. It is obligatory for gender-transformative projects to report on the IFAD empowerment index, which is based on IFPRI’s project level Women’s Empowerment in Agriculture Index (pro-WEAI). This indicator is measured at design, based on a range of design criteria verified in the project design reports of approved IFAD operations.</p>
<b>Nutrition-sensitive</b>	<p>A <b>nutrition-sensitive</b> project addresses the underlying causes of malnutrition related to inadequate household food security, maternal and child care and environmental health. It has explicit nutrition objectives, activities (such as empowerment of women; production diversification; production of nutrient-dense crops; improvements in processing, storage and preservation; and nutrition education) and indicators to monitor and measure results achievement.</p>
<b>Youth-sensitive</b>	<p>A <b>youth-sensitive</b> project generates long term youth employment opportunities and/or entrepreneurship by addressing context-</p>

---

	specific challenges and potentials of rural youth. This can be reached by various means, especially by providing a balanced mix of activities that support youth access to assets, skills, and services.
<b>Disability inclusion</b>	A project that includes Persons with Disabilities as a priority target group aims to advance the social, economic, and/or political inclusion of persons with disabilities in rural areas. This is done using a “twin-track approach”, meaning that these projects (a) introduce broader disability inclusion mainstreaming measures alongside (b) providing targeted support to empower persons with disabilities <sup>20</sup> .
<b>Prioritizing Indigenous Peoples</b>	A project that includes Indigenous Peoples as a priority target group is located in areas home to Indigenous Peoples and showcases pathways to Indigenous Peoples’ socio/economic empowerment. It enhances their livelihoods building on their cultural heritage and identity as assets, such as by promoting self-determination (Free, Prior and Informed Consent), traditional knowledge and food systems, tenure security, resilience of Indigenous Peoples’ ecosystems, recognition of their role as stewards of natural resources and biodiversity, inclusive income generation and market access alongside women’s empowerment <sup>21</sup> .

---

<sup>20</sup> UN Disability Inclusion Strategy (UNDIS).

<sup>21</sup> This is done in line with the IFAD Policy on Engagement with Indigenous Peoples and Standard 4 of SECAP 2021.

## In focus: Detailed review of IFAD's mainstreaming effectiveness

### A. ENVIRONMENT AND CLIMATE (INCLUDING BIODIVERSITY)

#### International context

1. **Half of the global population resides in rural areas of developing nations, where hunger and poverty are rampant, affecting over 80 per cent of the world's extreme poor**<sup>22</sup>. Rural communities, especially small-scale producers, face heightened vulnerability to climate change, conflict, and financial exclusion, leading to increased instability and forced migration<sup>23</sup>. Marginalized groups, including women, youth, and Indigenous Peoples, bear the brunt of these challenges<sup>24</sup>. Small-scale farmers produce up to 70 per cent of food consumed<sup>25</sup> in low- and middle-income countries. The costs of adaptation in developing countries are projected at US\$215 billion annually this decade, however adaptation planning and implementation seem to be levelling off, posing significant risks for the most vulnerable populations<sup>26</sup>. The potential cost of climate change effects at 3 °C of warming has recently been estimated at up to 10 per cent of GDP, with worst effects of up to 17 per cent in poorer, low-latitude countries<sup>27</sup>. Despite the importance of small-scale farmers to global food security, climate finance is simply not reaching them. Only 0.8 per cent of global climate finance<sup>28</sup> during 2019/2020 went to small-scale producers – the very people who are least able to cope with the impacts of a global crisis that is not of their making.
2. **Biodiversity loss further threatens livelihoods and food systems and reduce their resilience and adaptive capacities.** At COP28, the leaders of the UNFCCC and Convention on Biological Diversity (CBD) released a [joint statement](#) calling for a common effort to tackle both climate change and biodiversity loss. Rural households are especially vulnerable as their production system and livelihood depend directly on healthy and biologically diverse ecosystems. About 70 per cent of the world's poor depend on wild species, 1/5 people rely on wild plants, algae and fungi for food and income, and 2.4 billion rely on fuel wood<sup>29</sup>. Around [80 per cent](#) of the planet's remaining biodiversity and 40 per cent of carbon stored in tropical forest are located in communal and Indigenous Peoples' lands. Empowering and protecting Indigenous Peoples and rural communities is at the heart of the recently adopted Global Biodiversity Framework (GBF)<sup>30</sup>. In 2023, the Global Biodiversity Framework Fund (GBFF) was launched with a central focus on empowering IFAD core target groups to sustainably use, restore and conserve biodiversity.

#### Strategic orientation

3. **IFAD responds to Member States' increasing demand by offering diverse financing options**, prioritizing high concessionality, including grants. Research shows financing needs align with country income levels, with lower-income

<sup>22</sup> IFAD, Rural Development Report: Transforming Food Systems for Rural Prosperity, 2021.

<sup>23</sup> United Nations, Sustainable Development Goals Report 2022.

<sup>24</sup> Data from IFAD impact assessments undertaken between 2019 and 2021

<sup>25</sup> IFAD, Rural Development Report: Transforming Food Systems for Rural Prosperity, 2021.

<sup>26</sup> <https://www.unep.org/resources/adaptation-gap-report-2023>

<sup>27</sup> <https://www.nature.com/articles/s41558-024-01990-8>

<sup>28</sup> [CPI 2023](#)

<sup>29</sup>

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/995271468177530126/pdf/443000WP0BOX321onservation01PUBLIC1.pdf>

<sup>30</sup> <https://www.ifad.org/en/web/latest/-/our-planet-is-losing-its-biodiversity.-here-are-five-ways-ifad-and-rural-people-are-protecting-it>

countries requiring more resources, especially in grants and concessional lending. IFAD's technical expertise remains consistently sought after across all income brackets.

4. **IFAD intensifies engagement in climate adaptation projects at country and regional levels, ensuring support reaches vulnerable communities.** Collaboration with the private sector to enhance food systems resilience expands, addressing the critical priority of domestic food production. Additionally, IFAD enhances effectiveness in fragile and conflict-affected situations, integrating crisis-resilience into programming to meet nuanced needs.
5. **Financially, IFAD projects now incorporate climate change adaptation activities, seamlessly blending climate finance with traditional Official Development Assistance (ODA)** in investment programs. Operationally, external evaluations highlight IFAD's capability in designing premier climate-focused investment projects, emphasizing climate adaptation for resilient food systems and promoting sustainable agricultural practices.
6. **Following adoption of GBF and in line with IFAD's 2022-2025 Biodiversity Strategy, IFAD is expanding its investments in biodiversity,** recognizing its strong link to the climate-nutrition and people agenda. The roll out of IFAD updated SECAP is already providing ways to mitigate biodiversity risk and align to most GBF targets meanwhile increased adoption of IFADs biodiversity indicator will help monitoring and evaluation efforts.

#### **Examples of partnerships and cooperation**

7. **IFAD, in partnership with the World Bank, co-financed Bangladesh's Program on Agricultural and Rural Transformation for Nutrition, Entrepreneurship, and Resilience (PARTNER).** This collaboration scales up successful initiatives, enhances farmer incomes, and builds resilience to climate change. IFAD's involvement pilots a Program for Results Financing model, strengthening its role as a key development partner in Bangladesh's agricultural sector. Leveraging experience from past investments like PACE, NATP-2, and SACP, IFAD emphasizes market-oriented production systems and private sector involvement.
8. **The Government of Egypt selected IFAD to lead the food and agriculture pillar of the Nexus of Water, Food, and Energy (NWFE) initiative,** in line with Egypt's National Climate Change Strategy 2050. This pillar comprises five projects totaling US \$3.35 billion for phase 1 (2023-2030).
9. **IFAD joined CGIAR, FAO, and the Rockefeller Foundation in a joint pavilion at COP28.** Hosting 70+ high-level events, it convened stakeholders including farmers, Indigenous Peoples, rural women, youth, private sector reps, donors, and dignitaries such as the King of Lesotho and the King of Tonga.
10. **IFAD and FAO collaborate closely on climate finance tracking and biodiversity monitoring.** IFAD adopted its first biodiversity indicator in early 2023, based on FAO's ABC map tool. This tool predicts investment impacts on biodiversity, climate vulnerability, and carbon sequestration. ABC map 2.0 launched in early 2024 after IFAD and FAO refinement. Training of IFAD staff and piloting the indicator has happened across 25+ projects, with over 90 per cent showing potential positive biodiversity impacts.
11. **IFAD partners with IISD for cost-benefit analyses on green infrastructure investments in Kenya and Eswatini.** These inform economic analysis, financial preparation, and innovative climate finance design for projects.

12. **IFAD's membership in the Systematic Observations Financing Facility (SOFF) enhances disaster risk reduction programs**, focusing on climate resilience and preparedness in vulnerable regions.
13. **IFAD's engagement in the Koronivia Joint Work on Agriculture and UN4NAP supports governments in implementing and enhancing national climate plans** for the small-scale agriculture and rural sector.
14. **IFAD collaborated with the European Investment Bank (EIB)**, signing two agreements to enhance food security, poverty alleviation, and climate resilience in rural areas, with a focus on Africa.
15. **IFAD shared expertise with the CBD secretariat to implement the GBF, publishing experiences in biodiversity finance and good practices.** IFAD presentations at CBD events showcased its work. IFAD also organized learning events, including sensitization on agriculture's role in national biodiversity strategies at various forums and training sessions.
16. The **Vision for Adapted Crops and Soils (VACS)**, launched by the U.S. in 2023 and hosted by IFAD, focuses on climate-resilient crops and healthy soils for global food security. It enhances climate resilience for small-scale producers, prioritizing adaptation financing for vulnerable communities. VACS funding will be blended with IFAD investments to increase finance leverage for smallholder farmers.
17. At COP 28, IFAD launched the **Reducing Agricultural Methane Programme (RAMP)** in partnership with the US State Department and the Global Methane Hub. RAMP focuses on four areas: deploying technical assistance to at least 15 countries for integrating methane mitigation into their NDCs, publishing a guidebook for mainstreaming Global Methane Pledge objectives, supporting project design for 10 methane reduction projects, and supporting curation and dissemination of knowledge.
18. In 2023, **IFAD mobilized US\$183 million in supplementary climate finance, including US\$ 45 million from AF, US\$ 39 million from ASAP+, US\$ 55 million from GCF, and US\$ 44 million from GEF** (comprising GEF, LDCF, and SCCF). These funds are co-financing IFAD's operations. This effort was crucial for directing more resources to the poorest and most climate-vulnerable countries, including those eligible for grants and concessional loans, and complementing IFADs PoLG portfolio.
19. **IFAD's Sustainable Issuance Programme is a pivotal element of its funding strategy, aimed at securing resources for timely delivery of financing to impact rural lives positively.** After two inaugural issuances totaling US\$ 150 million in 2022, IFAD expanded its investor base and currency range. In March 2023, it issued its first Euro sustainable private placement of EUR 65 million to Hamburger Pensionskasse (HPK), a German pension fund with a strong ESG focus. HPK integrates ESG criteria across its business lines. In May 2023, IFAD's second Euro placement, totaling EUR 115 million, went to Amundi, Europe's largest asset manager, known for its responsible investment practices. These, alongside 2022's issuances, brought IFAD's total by December 2023 to US\$ 344 million, bolstering its support for eligible development projects.

### **Achievements against IFAD12 commitments and action plan KPIs**

20. **In 2024 IFAD committed to achieving its 40 per cent climate finance target across its portfolio through investing at least USD 666.1 million into climate change adaptation and mitigation.** Across IFAD12, this 40 per cent means roughly US\$1.4 bn in climate finance being programmed to smallholders over 3 years.



21. **In IFAD 12, as of 31 December 2023, 37.3 per cent of approved projects have been validated as climate finance against a 40 per cent target with projections for 2024 showing that the target will be achieved.** Using the Rio Marker, this figure becomes much higher since 91 per cent of the portfolio scores either CC2 or CC1<sup>31</sup>.
22. **IFAD12 and IFAD13 committed that 90 per cent of projects include at least 15 per cent of adaptation finance** according to the MDB methodology for climate finance tracking. Currently 78 per cent of IFAD projects build adaptive capacity.
23. **The latest Multilateral Performance Network (MOPAN) report indicates that IFAD is adept at responding to critical global challenges, particularly climate change.** IFAD's mandate is deemed highly relevant, focusing on impoverished rural communities, increasing allocations to fragile countries, and catalyzing climate finance to benefit rural populations. The report underscores IFAD's responsiveness to climate challenges and its ability to deliver on targeted commitments to address them.
24. **Over the past decade, IFAD's environmental and climate change adaptation (ENRM and CCA) performance significantly improved,** as highlighted in the [2023 Annual Report on the Independent Evaluation of IFAD \(ARIE\)](#) by the Independent Office of Evaluation of IFAD (IOE). Data from 288 project level evaluations and 45 country strategy and program evaluations show consistent enhancement in ENRM and CCA performance. The share of well-performing projects increased from 71 per cent in 2011-2013 to 90 per cent in 2019-2021, showcasing IFAD's sustained commitment to integrating climate and environmental considerations across all interventions.

### Highlights

25. **At COP28, the Africa Rural Climate Adaptation Finance Mechanism (ARCAFIM) was launched,** offering tailored finance for small-scale food producers and rural microenterprises in Kenya, Rwanda, Uganda, and the United Republic of Tanzania. Integrating blended finance, risk-sharing, and technical assistance, ARCAFIM addresses climate adaptation financing needs over a 12-year period. The implementation, spanning a 12-year period, leverages a unique financial structure where loans provided to regional Host Banks are matched in a 1:1 ratio, effectively doubling the available resources. This project includes grants and loans, with \$90 million allocated for on-lending by the Host Bank for climate adaptation activities and an additional \$20 million in grant-based funding for innovations and capacity building in rural adaptation. Risk management strategies include credit risk sharing to mitigate loan-related risks and ensure repayment, all aimed at securing long-term sustainability and impact in the region. ARCAFIM aims serve as a model for public-private climate adaptation platforms at scale.
26. **IFAD, a signatory to the COP28 UAE Declaration on Sustainable Agriculture, Resilient Food Systems, and Climate Action, mobilized over \$2.5 billion, including a \$200 million UAE-Gates Foundation partnership, advancing global momentum towards sustainable food systems and climate resilience.** Concurrently, IFAD collaborated with the NDC Partnership to introduce the innovative '4 by 4 investment framework' model in a [white paper at COP28](#), at COP28, aiming to unlock private investment for climate-adaptive and water-resilient food systems.
27. **Demonstrating IFAD's strategic commitments to boosting agricultural productivity and sustainability amid changing climates, projects like the Climate Adaptation and Livelihood Protection Project (CALIP) also**

---

<sup>31</sup> As per the [methodology](#) outlined in the OECD DAC Rio Markers for Climate Handbook, a scoring system of three values is used, in which activities/projects are marked as either (i) targeting the UNFCCC as a principal objective (score "2"); (ii) as a significant objective (score "1"); or (iii) not targeting the Convention (score "0").

**showcase proactive measures.** CALIP, augmenting the Haor Infrastructure and Livelihood Improvement Project (HILIP), significantly improved ecosystems and agricultural productivity, benefiting over 344,000 people and safeguarding 140 villages from flooding through the development of a flood early warning system. Meanwhile, in Cabo Verde, the Rural Socio-economic Opportunities Programme (POSER), funded by IFAD since 2013, aimed to enhance the living conditions of the rural poor and increase resilience to climate change. Leveraging GIS technology, POSER establishes climate-resilient infrastructure and finances around 500 micro-projects on income-generating activities, highlighting IFAD's integration of advanced technologies into climate resilience strategies.

### Challenges

28. **Strategic prioritization and selectivity:** The MOPAN report suggests that IFAD's increasing ambition and activity in climate-related goals must be supported by more selective and strategically prioritized actions. Effective engagement in partnerships that align with IFAD's role in the multilateral system is crucial. As climate-resilient agriculture is now central to IFAD's mandate, enhancing strategic partnerships and expanding its country presence are vital steps to maximize impact.
29. **Capacity Constraints:** While climate finance grows in importance, there remains a gap in the ideal capacity to meet mainstreaming goals and ensure the delivery of climate finance as part of the PoLG stays on track, particularly in additional financing designs where flexibility for adjustments is limited. Additionally, there is a need for capacity to report on climate finance in Type C projects and ensure compliance with IFAD reporting requirements and the Core Indicators Framework, especially for projects initiated by co-financiers.
30. **Biodiversity integration:** Ensuring adequate capacity to integrate biodiversity into IFAD's investment programs is now crucial, given the growing emphasis on biodiversity efforts. New indicators and commitments necessitate sufficient resources and capacity within countries to handle them effectively. IFAD is currently testing the tracking of climate finance allocated to Nature-based Solutions (NbS), aiming to allocate 30 per cent of its climate finance through NbS. However, due to initial methodological limitations, it is currently only tracked within climate mitigation finance, potentially undervaluing IFAD's investments in biodiversity.

### Key lessons

31. **Agriculture and rural households play a crucial role in advancing the biodiversity agenda.** Diverse agricultural systems, such as agroecology, not only coexist with but also enhance biodiversity, while boosting resilience to climate change. Furthermore, the broad set of services that natural and modified ecosystems provide to people are increasingly recognised. Often, these are maintained by local people, in particular Indigenous People. However, at the same time, the global biodiversity agenda, if not well implemented, poses risks, especially to Indigenous Peoples. IFAD is committed to finding pathways to reward local ecosystem custodians for the services they provide to society at large, including climate and water regulation processes. The Fund's pivotal role in this regard was underscored at the sixth global meeting of the Indigenous Peoples' Forum at IFAD.
32. **IFAD's success in addressing climate change and rural poverty is evident in projects like the Pro-semiarid Project (PSA) or the Dom Helder Camara Phase II (PDHC II) in Brazil.** By prioritizing ecological sustainability, agroecological approaches and collaboration with local stakeholders, particularly women and youth, the PSA enhanced productivity and promoted agrobiodiversity.

The project's focus on capacity building in sustainable agricultural practices provided valuable lessons in linking agricultural activities with biodiversity enhancement and sustainable development. The PDHC II provided technical assistance services to poor rural farmers increasing their capacities and resilience with sustainable agricultural practices and enhancing their access to family farming public policies.

33. Moreover, in Nepal, the Adaptation for Smallholders in Hilly Areas (ASHA) project was funded by a grant, a government's contribution and participant's contributions. The **project contributed to strengthening the capacity of vulnerable smallholder farmers and local institutions to adapt to climate-related risks**. Impact assessment findings show that the project improved production capacity (e.g. access to irrigation especially during the dry season by 4 percentage points) and increased livestock sales by 112 percent.

### **Actions required to enhance/improve performance**

34. **To enhance performance, IFAD must prepare a new strategy for environment, climate, and biodiversity** for Executive Board approval in 2025, addressing design and delivery challenges. The strategy should integrate biodiversity in all project phases with specific indicators and finance tracking, aiming for comprehensive benefits through interdisciplinary teams and leveraging synergies with biodiversity, nutrition, and Indigenous Peoples agendas. Additionally, the accompanying action plan should address capacity gaps.
35. **IFAD should explore advanced technologies and innovative approaches to aid project implementation and monitoring**, such as GIS for mapping, remote sensing for monitoring, and blockchain for fund tracking. Additionally, IFAD should continue testing AI-powered tools to streamline portfolio contributions.
36. **IFAD should leverage growing investments in the private sector, boost climate finance, and encourage private sector commitments to expand its portfolio with explicit climate and biodiversity finance**. Building on the success of projects utilizing innovative finance, such as the [water funds projects](#) or the [GEF Food System Integrated Programme](#) would be beneficial.
37. **IFAD should strengthen working collaboration with Forest, Environment, and Climate leading ministries**.

### **IFAD13 outlook**

38. **Its next funding cycle of IFAD13 aims to mobilize US\$2 billion in new financing to support a program of work worth at least US\$10 billion and improve the lives of over 100 million people**. Building on this momentum, IFAD13 (2025-2027) includes a pledge to further integrate climate considerations across all investments, increasing the share of climate finance from 40 per cent to a minimum of 45 per cent.
39. **Additionally, beginning with IFAD13, Additional Climate Contributions (ACCs) will be implemented to mobilize more dedicated and predictable climate finance** to assist the most vulnerable rural communities in developing countries in adapting to climate impacts.

## B. GENDER EQUALITY, WOMEN'S EMPOWERMENT AND GENDER TRANSFORMATIVE APPROACHES

### International context

40. **The world is off track to achieve gender equality by 2030** and there is a growing demand from partnering countries for closing the gender gap with the aim to develop inclusive, resilient and equitable agri-food systems<sup>32</sup>.
41. **Globally, agrifood systems employ a large number of women and provide a more significant source of livelihood for women compared to men in many countries.** Nonetheless, women's roles tend to be marginalized and their working conditions are likely to be worse than men's and precarious. Women's access to key resources such as land, inputs, services, finance and digital technology continues to lag behind men's. These challenges which constraint their productivity and as well global economic and social outcomes are exacerbated by persistent gender discrimination and social norms that restrict women's roles and access to opportunities.
42. **To effectively close gender gaps, it is necessary to adopt a systematic approach that goes beyond simply including women in projects.** Instead, interventions must be intentionally designed to benefit both women and men based on their specific needs, empower them, and transform power relations within their households, communities, networks, and institutions..

### Strategic orientation

43. **The revised Poverty Targeting Policy was approved at the April 2023 Executive Board.** The 10-year policy reaffirms the Fund's commitment to its target group defined as the rural people living in poverty and at risk of falling into poverty. The operationalizing of the policy will ensure that IFAD's funded operations are relevant and effective in identifying, reaching, benefiting and empowering poor and vulnerable rural women, men, boys and girls in all their diversity.
44. **In 2023, the implementation of gender action plan (2019-2025) has been heavily focused on (action 1) the support to IFAD funded programmes and projects.** The mid-year review of the GAP will be conducted in 2024. In 2023, the Independent Office of Evaluation launched a thematic evaluation on gender equality and women's empowerment covering the 2012 -2023 period. The conclusions and recommendations of the evaluation will inform the next gender policy and related action plan.

### Example of partnerships and cooperation

45. In June 2023, IFAD expanded its relationship with [PROCASUR](#) when it brought together twenty-three gender specialists and technical team members from 13 IFAD-funded projects in Malawi for a [Learning Route](#) about gender transformative approaches. Participants and their hosts shared experiences with household approaches, the theatre for development and financial action for learning sustainability. At the completion of the Learning Route, participants developed innovation plans to replicate and scale up the implementation of GTAs in their respective projects.
46. The Global Initiative for Gender Transformative Approaches for Securing Women's Resource Rights (WRR) is working to enhance women's land rights through the integration of gender transformative approaches (GTAs) in rural development interventions. IFAD collaborated with a consortium of Centre for International

---

<sup>32</sup> SDG 2023 [Infographic on Indicator 5 UNWOMEN. 2022. Progress on the Sustainable Development Goals: The gender snapshot 2022](#)

Forestry Research and World Agroforestry (CIFOR-ICRAF), International Food Policy Research Institute (IFPRI), and Alliance of Bioversity International and International Centre for Tropical Agriculture (CIAT) to implement the WRR initiative. This consortium piloted a process for designing and implementing GTAs across selected IFAD projects in six countries. Addressing gender dimensions became critical to the effective implementation and achievement of these projects' goals. In 2023, a series of capacity building and learning events aimed at IFAD staff, staff of IFAD funded projects and government counterparts were conducted as part of the initiative.

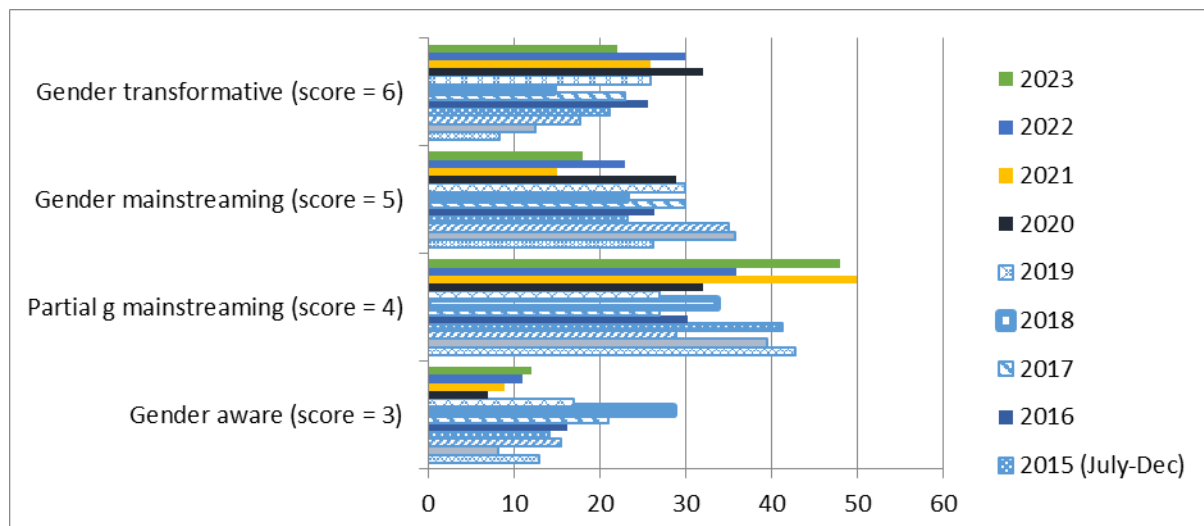
47. In September 2023, IFAD and the government of Ethiopia organized a knowledge-sharing workshop with key stakeholders such as [CIFOR ICRAF](#), [Farm Radio International](#), [Mercy Corps Agrifin](#), [Digital Green](#), [World Bank Africa Gender Innovation Lab](#), to discuss and map-out recent evidence and research related to gender equality, climate change adaptation, climate finance and market inclusion in Ethiopia targeted at rural women and explore potential collaboration opportunities. This was to inform the design of the co-financing from the [Gender Transformative Mechanism in the Context of Climate Adaptation](#) with the [Participatory Agricultural and Climate Transformation programme](#) in Ethiopia.
48. IFAD actively participated in the Commission on the Status of Women 67, the Commission on Food Security and Nutrition for the adoption of the voluntary guidelines on gender equality and the empowerment of women's and girls' for food security and nutrition, and COP28 with various side events.<sup>33</sup>

### **Achievements against IFAD12 commitments and action plan KPIs**

49. **Performance on gender at design has been strong and increasing.** In IFAD11, the Fund exceeded its target of gender transformative ambitions at design (41 per cent against a target of 25 per cent). For IFAD 12, the Fund reports 53 per cent as of December 2023 against a target of 35 per cent.
50. **In accordance with the Gender Action Plan, which operationalizes IFAD's Gender Policy, IFAD also carries out a sensitivity analysis** on 20 IFAD loans approved in 2023, amounting to US\$ 543 634 038. Out of those, four projects equivalent to US\$ 83 430 000 were not eligible for the analysis because they did not meet the requirements.
51. **The overall analysis shows that per 88 per cent of the loan value was rated moderately satisfactory and above**, compared to 89 per cent in last year's analysis. Twenty-two per cent of total loan value (equivalent to US\$ 100 305 800) classified as gender transformative in 2023. This is lower compared to 30 per cent in 2022.

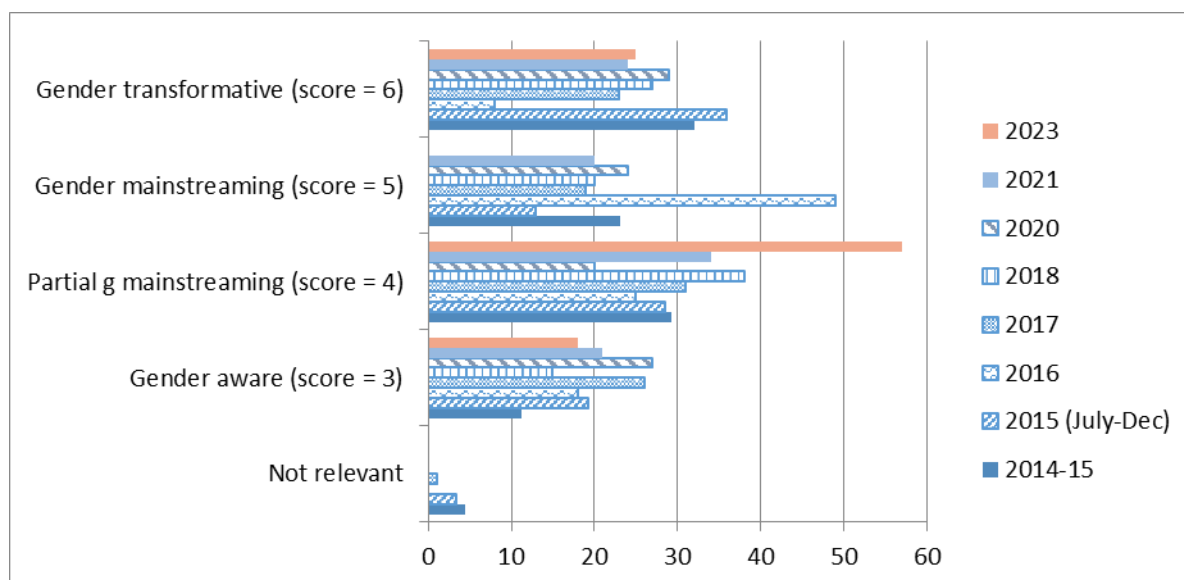
---

<sup>33</sup> COP 28: Making the Green Transition Inclusive of Persons with Disabilities; COP28: Untangling the nexus between gender and climate: the Gender Transformative Mechanism in the context of climate adaptation; CSW 67: Addressing the digital gender gap in rural communities; CSW 67: Facilitating Women's Secure Land Tenure for Climate Resilience and Sustainable Development for All; CSW 67: A facilitator to Secure Land Tenure and Natural Resources for All



Gender Sensitivity Analysis (Loans: 2015-2023).

**52. A gender sensitivity analysis of the five IFAD grants approved in 2023 with a total value of US\$ 6.07 million reveals that 82 per cent of grants by value were rated as moderately satisfactory or above and 25 per cent of grants were classified as gender transformative.**



Gender Sensitivity Analysis (Grants: 2015-2023).

**53. Performance during implementation has been steady.** The rolling average over 2021–2023 sits at 85 per cent with 87 per cent for the year 2023 for projects rated 4+.

**54. Performance ratings at completion are on track for ratings of (4+) and off track for ratings of (5+).** The rolling average over 2021–2023 is 39 per cent.

**55. The shortfall of projects achieving the more ambitious target of satisfactory or better (5+) for gender equality is partially explained as follows:** (i) projects completing in IFAD12 are designed as early as IFAD9, when some of the recent tools for designing effective gender interventions were not available; and (ii) many ongoing projects are negatively affected by the two years of remote missions during the Covid-19 years.

## 2023 Highlights

56. **In India, the Gender Transformative Mechanism (GTM) is working to enhance the capabilities of the Women Development Corporation of Maharashtra (MAVIM) to become a leading institution.** MAVIM is responsible for implementing various programs, including the NAV-Tejaswini program, which is co-financed by IFAD and has a budget of 413.28 million. The primary objectives of the NAV-Tejaswini program are to empower women economically and socially, and to assist one million impoverished rural households in overcoming poverty in a sustainable manner by increasing their participation in the market, better integrating them into value chains, enhancing their resilience to climate change, and improving their food and nutrition security.
57. **In its reporting to the UN SWAP for 2023, IFAD met or exceeded 14 out of the 16 indicators against which it reports.**
58. IFAD actively participated at the adoption of the voluntary guidelines on gender equality and the empowerment of women's and girls' for food security and nutrition at the Commission on Food Security and Nutrition.

## Challenges

59. **Maintaining design ambitions during implementation can be a challenge.** Despite their best intentions, most ministries of agriculture (IFAD's main implementing partner) are ill capacitated to implement their ambitious gender agenda. This lack of capacity percolates in PMUs.
60. **Measuring gender performance beyond outreach is a challenge.** Measuring gender equality and women's empowerment along its multiple dimensions requires sex-disaggregated data collection and analysis for all interventions. Countries often do not invest enough in collecting gender statistics and projects M&E systems do not adequately track economic empowerment, decision making, effective leadership, access to and control over resources, etc. Generally, data is not available beyond outreach.
61. **The demand for gender expertise far outstrips the availability of staff –** Gender is mainstreamed in all projects, and all projects should receive gender support. Unfortunately, this is not possible given the limited number of staff.

## Key lessons

62. **The performance at design** is strong because that process is for the most part under the control of IFAD. Overall, the design team members have the required skills to mainstream gender considerations in projects.
63. **Review of ToRs, participation of an SI person in missions and dissemination of tools.** With proper planning and advanced notice for mission, ToRs can be reviewed and the required expertise can be mobilised and the relevant tools can be shared.
64. **Projects with a dedicated person accountable to the implementation of a properly resourced gender action plan developed to operationalize the gender strategy perform better.**
65. **Maintaining design ambitions during implementation is a challenge. Line ministries in charge of implemented IFAD funded programmes** are generally ill capacitated to implement their ambitious gender agenda This lack of capacity percolates in PMUs. Support is needed early on and throughout the entire project cycle.

## Actions required to enhance/improve performance

66. With the support of HR, IFAD has accelerated the recruitment of staff for the vacant positions resulting in a fully staff gender team.

67. The validated consultants from the roster will be trained and used to complement staff capabilities to systematize technical support during and in between supervision and implementation support missions.
68. The gender team in collaboration with the regions has developed regional gender action plans to jointly agree on a way forward to improve the gender performance at completion.
69. A new pre-completion note is currently being utilized for projects with 18 months or less of implementation to completion to ensure results of interventions are properly documented and analysed and the exit strategy is implemented so gender targets are met.

### **IFAD13 outlook**

70. **The 2012 gender policy will to be updated to align with the global goals,** strengthen its focus addressing social norms which perpetuate gender inequalities and more broadly address the recommendations of the thematic evaluation on GEWE. A new resourced action plan for the operationalization of the policy is also envisaged.
71. **IFAD will be more intentional in promoting the adoption of the voluntary guidelines on GEWE** in the context of food security and nutrition.
72. Initiatives such as the [Joint Programme on Gender Transformative Approaches for Food Security and Nutrition](#) (JP GTA), [Joint Programme on Rural Women's Economic Empowerment](#) (JP RWEE), [Gender Transformative Mechanism](#) (GTM) and "[Securing women's resource rights through gender transformative approaches](#)" implemented by a consortium of CGIAR Centres are contributing to integrating gender transformative approaches in IFAD's operations. They also will finance technical expertise and new tools for measuring gender outcomes, changes in social norms and build evidence for policy engagement.
73. **Capacity building for IFAD staff, PMU and service providers will be prioritized and systematized.** Staff resources will be complemented by trained consultants with expertise in gender and targeting. This will be coupled by implementation support to ensure design ambitions are maintained during implementation.



## C. NUTRITION

### International context

74. **Globally, the triple burden of malnutrition - underweight, micronutrient deficiencies and overweight and obesity - affects both high and low-income countries.** Over 3 billion individuals worldwide experience poor-quality diets, and over 2 billion people are deficient in key minerals and vitamins needed for optimal physical and mental development and good health, thus perpetuating generational poverty. Ironically, food insecurity disproportionately affects people living in rural areas, the very places where food is produced – and many people facing malnutrition are small-scale food producers themselves.
75. **In response, IFAD leverages its unique role as a United Nations specialized agency and International Financial Institution, by providing solid technical knowledge and the critical financial support governments need to invest in programmes that will build sustainable and resilient food systems** that ensure nutrition and food security for all. Through nutrition sensitive interventions tailored to address the specific nutritional challenges and development context of recipient countries, IFAD financed projects play a key role in improving the quality of the diet of rural populations. IFAD's takes a people centered approach and focuses support on small-scale producers and family farmers, rural workers, women, youth, Indigenous Peoples, victims of disaster and conflicts. Collaboration with nutrition stakeholders, development partners, civil society, and the private sector is an essential component of IFAD's support to improving food and nutrition security for small-scale producers.

### Strategic orientation

76. **The updated Targeting Policy highlights the multidimensional nature of poverty, including food insecurity and malnutrition and stresses IFAD's people-centred and life-cycle approach, focusing on the nutritionally most vulnerable groups,** including children, adolescent girls, women of reproductive age (in particular pregnant and lactating women). The updated Policy emphasises the adoption of food security and nutrition indicators to profile rural populations in the diagnostic framework of IFAD's operations.
77. **Guided by its Action Plan on Mainstreaming Nutrition-Sensitive Agriculture (2019-2025), IFAD adopted a multisectoral approach** to optimize the complementary contributions that food and agriculture can make to improve nutrition, including by engaging with partners with expertise in other sectors, particularly health, education water and sanitation.

### Example of partnerships and cooperation

78. **In 2023, IFAD advocated at the global and local levels and raised awareness on the key roles that rural smallholder producers play in food security and nutrition and the need for increased investments in rural development.** The main highlights of the year include the engagement of his Majesty King Lestie III of Lesotho, African Union's champion on nutrition, in the IFAD co-hosted pavilion event at COP28. His Majesty highlighted the fruitful partnership with IFAD in improving nutrition through agri-food systems transformation. This partnership also led to IFAD's support for the High-Level Dialogue on Nutrition Financing hosted by his Majesty King Letsie III in Maseru, Lesotho, which focused on cost-effective strategies for better allocation of financial resources for nutrition. During the First Global Ministerial Meeting of the School Meals Coalition, hosted by the French Government in Paris in October 2023, the Vice President of IFAD highlighted IFAD's work on food systems transformation, connecting small-scale producers to school feeding programmes as well as IFAD's increasing ambitious commitments on nutrition for IFAD13 replenishment. Finally, IFAD and the World Bank continued to co-lead the

financing agenda for food systems transformation in support of the UN Food Systems Coordination Hub. A key achievement in 2023 related to fast-tracking the development of a country tool that supports governments generate financial data and trends in domestic financing to food systems to guide investment decisions (the 3FS). Impactful investment decisions depend on timely and high-quality financial data. IFAD and WB leveraged the expertise from the ecosystems of support including FAO, OECD, GAIN, AGRA, 4SD, SUN to help decision makers make financing decisions for food systems that are aligned with national priorities, being aware of tradeoffs and risks. In 2023, three governments were supported - Niger, Peru and Kenya - to pilot this tool and generate evidence on the status of their domestic financing to food systems to inform national budget allocations and negotiations with their development partners.

### **Achievements against IFAD12 commitments and action plan KPIs**

- 79. For the year 2023, IFAD met the corporate commitment of 100 per cent Country Strategic Opportunities Programmes (COSOPs) designed as nutrition sensitive.**
- 80. With 67 per cent of new design validated as nutrition-sensitive in 2023, IFAD is on track to meet IFAD12 corporate commitment of 60 per cent NS.** During the course of the year, 10 new nutrition sensitive projects were approved.
- 81. Achievements against the nutrition KPIs include:**
  - 3.3 million persons/households provided with targeted support to improve their nutrition against the IFAD 12 target of 6 million..
  - 87.5 per cent of the nutrition-sensitive projects that underwent mid-term reviews in 2023, obtained a performance score of 4 or above on nutrition.
  - 79 per cent of ongoing projects that were rated on nutrition obtain a performance score of 4 or above during project supervision.
  - A Regional Knowledge and Experience Sharing Workshop on Nutrition Sensitive Approaches for agriculture, rural development, and food system transformation was carried out in WCA.
  - IFAD contributed to the following deliverables aimed to support evidence-based decision making: SOFI 2023; UN-Nutrition Private Sector Committee agency mapping document and brief report on decade on nutrition; White Paper and the School Meal and Food system Report; Concept Note on the (RBAs) Joint South-South and Technical Cooperation (SSTC) Initiative on School Feeding; Paper on "Landscape of IFAD engagement on School based nutrition interventions"; ECOSOC Report 2023.
  - IFAD engaged in the following processes: supported the IFNA Regional Training for East African countries on nutrition-sensitive programming; attended as a task force member the AGR2023; continued its engagement in the CFS; co-organized with WHO the Webinar on Indigenous Peoples and Health/Nutrition in the occasion of the International Day of the World's Indigenous Peoples (9 August); delivered a presentation at the Brazil-RBA joint SSTC workshop; participated at the event "The Road Ahead: A Conversation between the President of the Center for Global Development (CGD) and the President of IFAD".
  - The percentage of women reporting minimum dietary diversity (MDDW) is 57 per cent against a target of 25 per cent..
  - Eight strategic knowledge products were developed in 2023: one Case study on Burundi, three reports on how to address Overweight and obesity in LMICs in rural development and food systems (one comprehensive literature review, one country mapping, and the Issue 91 of the IFAD Research Series); one study on Social and Behaviour Change Communication (SBCC) and Nutrition Education in

Asia and the Pacific (APR) regions in partnership with BRAC University (for internal dissemination); and 3 videos to show the implementation of SBCC in three NS projects in Malawi (PRIDE), Zimbabwe (SIRP) and Burundi (PRODEFI II).

- Two webinars organized to share lessons on SBCC and Nutrition Education from IFAD-funded nutrition-sensitive projects in East and Southern Africa and in Asia and the Pacific.
- The roster of validated consultants was finalized and launched with about 60 validated consultants.

## Highlights

**82. In conjunction with the 2023 Governing Council, IFAD featured an Innovations Market Place that saw the selection of an innovative exhibition proposed by the Nutrition Team on Foods for the Future, alias, Neglected and under-utilized species (NUS).** Showcasing successful investments in NUS, IFAD highlighted the potential of sustainable food systems in addressing malnutrition and enhancing resilience to climate change by leveraging biodiversity. One standout example was the Kiribati Outer Islands Food and Water Project (KOIFWP), demonstrating how native species adoption has bolstered food and nutrition security while improving community health conditions.

**83. As part of IFAD`s recognition of the importance of school feeding for nutrition, health and children`s education, IFAD joined the School Meals Coalition (SMC)** and actively participated in its monthly Partner Group meetings. It also contributed to SMC White Paper and the School Meal and Food system Report. In 2023, IFAD also contributed to the Concept Note on the RBAs Joint South South Technical Cooperation (SSTC) Initiative on School Feeding. IFAD is also an active member of UN-Nutrition, and attends the monthly Steering Committee meetings, and participate to the Advocacy, KM, and Private sector Working group.

## Challenges

84. Operational level:

- lack of adequate budgetary level for nutrition activities and M&E in project budgets;
- nutrition not sufficiently integrated in the theory of change of projects;
- nutrition technical experts not always part of the design teams;
- lack of baseline data on nutrition to correlate at MTR and PCR.

85. Institutional level: each additional theme is viewed as a risk by the client and the PDT team.

## Key lessons

86. **What worked well:**

- **A nutrition specialist is part of the design team at an early stage;**
- capacity building and nutrition labs targeting staff and PMUs;
- advocacy by the PDT for nutrition in project design preparation;
- onboarding of a dedicated nutrition expert in the PMU as early as possible;
- start-up packages and technical tools and back-up support to country/project teams supports in starting implementation;
- partnering with other UN agencies and/or international and local NGOs for their specific expertise;

- providing CDs with nutrition situation analysis at early stages of design and accessible talking points when dialoguing with governments on COSOPs.

### **Actions required to enhance/improve performance**

#### **87. Operational level:**

- nutrition to be integrated into the theory of change in the project designs;
- mandatory allocation in the overall project budget on nutrition with detailing in every AWP/B: mandatory start of nutritional interventions in the first year of project delivery;
- start up package to provide detail guidance on nutrition interventions and measurement;
- building a database of firms/surveys and tools for PMU for measuring the impact of nutrition activities;
- mandatory rating for nutrition sensitive projects at PCR.

#### **88. Institutional level:**

- provide impetus for championship on nutrition and social inclusion across IFAD divisions;
- building evidence and value for money proposition for the borrowers on nutrition interventions.

### **IFAD13 outlook**

89. Overall, IFAD is on track to meet its IFAD12 commitments. However, any change in the 2024 pipeline during the year may affect the achievement of the agreed 60 per cent of IFAD's portfolio to be nutrition-sensitive in the IFAD12 replenishment cycle. The new IFAD13 commitments and targets are: 60 per cent of IFAD13 sovereign projects are nutrition-sensitive, and 5 million people with improved nutrition.

90. During the course of IFAD13, IFAD will update its Nutrition Action Plan, using multiple strategies to set ambitious targets for 2030 and beyond. The updated plan will be aligned with IFAD13 priorities, including addressing fragility, biodiversity and climate, and engagement with the private sector, particularly at the local level. In particular, the plan will provide an opportunity to deepen IFAD's vision and how it can support food system transformation to improve nutrition and promote healthy diets.

## D. YOUTH

### International context

91. **Eighty-five per cent of the world's 1.2 billion young people aged 15– 24 live in developing countries, mostly in rural areas.** By 2030, a seven per cent rise is projected in the youth population. In rural areas, the challenges for young people are particularly complex. Constraints on access to land, natural resources, finance and markets, services, technology, knowledge, information and education are the main challenges faced by rural youth. Too often, they resort to migration, either to urban areas or overseas. At the same time, young people, on average, are more agile, educated, innovative, and generally tend to have stronger aspirations for work that benefits society and environmental sustainability. These skills will be critical for reforming food systems and adapting to the global challenge of climate change. With the right support, young people can take the lead in modernizing rural areas, and in the transformation of agriculture and food systems. The potential returns of investing in young people are boundless for food security, poverty reduction and employment, as well as peace and political stability.
92. **IFAD recognizes that addressing the drivers of youth unemployment and underemployment requires a dynamic and differentiated “ecosystems-based approach”, which accounts for both supply and demand-side interventions within food systems.** IFAD supports young people to access the resources, skills and services they need to be productive and have a positive impact on their communities, and invests in expanding employment and enterprise development opportunities for rural youth.

### Strategic orientation

93. **Flagship programmes**
- a. **Youth Grassroots Approach (YGA):** Youth Alliances were supported within the YGA and are operational in Rwanda, Senegal, Morocco, Colombia. In 2023 the Rural Youth Alliance in Colombia identified the characteristics, needs, interests, expectations, and preferences of 1810 rural youth across 70 municipalities. This data aims to inform a national policy on rural youth.
94. **Agribusiness Hub Model:** The programme is operating in 9 African countries. As of end March 2024 this flagship youth programme has supported activities to upskill and provide other measures of support to 34,811 rural youth (training and direct placements as interns, apprentices and workers, provision of inputs, protective equipment, land leasing etc.) resulting in 22,906 rural youth gaining access to employment (12,671 direct employment and 10,235 indirect / spill over jobs). **Targeting policy.** A new targeting policy was launched in 2023. The targeting policy integrates in youth in the operationalization of the targeting process and provides the necessary operational guidance and references for targeting youth.

### Achievements against IFAD12 commitments and action plan KPIs

95. **COSOPs and project design:** 100 per cent of new COSOPs and CSN included rural youth as a priority target group. A target of 60 per cent was set for the share of youth sensitive projects across the IFAD12 portfolio. As of March 2024, 63 per cent has been achieved. Geographical breakdown of projects includes; LAC 3 (75 per cent), NEN 2 (100 per cent), WCA 6 (100 per cent), APR 2 (25 per cent), ESA 7 (64 per cent).
96. **Tracking youth employment in IFAD’s portfolio:** In 2023, 28 projects are monitoring youth employment outcomes through Core Outcome Indicator 2.2.1 “Number of beneficiaries with new jobs/employment opportunities”.

97. **Enhancing ECG (Youth) regional capacity.** Youth and green jobs officers were recruited in APR and NEN to strengthen technical backstopping to design and implementation of the youth-focussed project portfolio.

98. **Evidence-based knowledge management and strategic communication:**

- Guidance and reporting. Technical inputs were provided to enhance supervision template guidance in order to improve reporting on youth during supervision missions. SECAP Guidance Note 5 (Labour and Working conditions) was revised with additional guidance on decent work and child labour.
- Two knowledge products commissioned to share best practise and improve operations. These included: "IFAD11 Youth Stocktake", and "Piloting the Grassroot Approach to connect youth voices to action"
- Enhanced data on IFAD's youth programmes was made accessible through OPR and ECG dashboards.

99. **Policy engagement, partnerships and support to resource mobilization**

- Meaningful participation of IFAD youth beneficiaries and technical experts at several high-level global events. Including: UN Food System Stocktake (Italy, July 2023); AGRF (Tanzania, Sept 2023); GEF Assembly (Canada, Sept 2023), The World Food Forum (Italy, October 2023) and COP28 (Dubai, December 2023).
- An "IFAD13 Youth Offer" was developed to drive bottom up demand for youth sensitive projects and promote better understanding on opportunities youth investments can provide.
- Madagascar, Malawi, Ivory Coast and Algeria, Regional Policy Dialogue, April 2023. Policy roundtable on youth employment for the government organised by IFAD and ILO.
- Agribusiness Hub, Donor Roundtable, United States. Roundtable organised by IFAD with private sector and philanthropic organisations.
- The youth team explored potential partnership opportunities with the International Land Coalition and donor governments on phase two of the Agribusiness Hubs.
- Official launch of the Colombian Rural Youth Alliance, April 2023. The event included a National Coordination and Networking Table, a space for institutional coordination and networking gathering relevant public and private actors focusing on rural youth in Colombia.

### Example of partnerships and cooperation

100. **Integrating Grassroots Youth Alliances (GYA) into IFAD programmes and operations.** To increase rural youth engagement in development processes IFAD has promoted the establishment of Grassroots Youth Alliances (GYA) in four countries (Rwanda, Senegal, Morocco, Colombia) and plans to expand the initiative to an additional three countries by 2027. Capacity building support provided to youth networks and organizations active in the alliances has increased their participation in IFAD's programmes, and equipped them to advocate their priorities in global fora such as COP28 and in meetings of the IFAD's thirteenth replenishment consultation.

101. **Engagement with global youth organisations.** IFAD regularly consults with YPARD, YOUNGO, Global Youth Biodiversity Network, GenAfrica (AGRA) on strategic issues and operations. These groups were invited to consult on a joint initiative of IFAD and the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD) "Link Between Remittances, Diaspora Investment for Climate Adaptation, and Ecosystem Restoration" and IFAD's Private Sector Strategy.

102. **Agribusiness Hub Model:** IFAD's "ecosystems-based approach" tackles youth unemployment with supply and demand-side interventions in food systems. By March 2024, the flagship youth programme supported 34,811 rural youth with training, placements, and resources, resulting in 22,906 gaining employment (12,671 directly and 10,235 indirectly). Due to its success, the agribusiness hubs model is being replicated in new IFAD project designs.
103. **Initiative for Sustainability, Stability and Security in Africa.** Launched in 2023, IFAD is working as co-implementors of the initiative in collaboration with UNCCD.
104. **Expanding engagement with strategic partners in the Decent Work for Equitable Food Systems Coalition.** Through the lens of the Coalition, IFAD has expanded partnerships with the ILO to enhance operational performance on decent work issues. IFAD has partnered with the ILO in the youth team's flagship programme, Integrated Youth Agribusiness Hubs, in four African countries.

### Highlights

105. **CSO engagement in IFAD13 replenishment.** Youth representatives from the GYA, alongside farmers organisations and Indigenous Peoples shared their priorities, experiences and made recommendations to further strengthen their partnership with IFAD.
106. **Agribusiness Hubs scaled into PoLG.** The incubation model adopted by the IFAD's youth agribusiness hubs builds an ecosystem that provides business development support, employment services, market access, technology transfer, financial services, vocational and technical skills that are backstopped through coaching, mentorship and networking. In 2023, elements of the agribusiness hubs were replicated into new project designs.
107. **RCTP Montenegro:** The project uses a participatory approach to the development of gender and youth plans to ensure inclusive community development in municipalities and the allocation of funds from the agricultural budget towards priority activities.

### Challenges

108. **Regional disparities are emerging in the uptake of youth-sensitive programming.** While country demand for youth-sensitive projects remains strong especially in NEN and WCA regions, APR exhibits a decline in youth-sensitive projects in IFAD12, which is in part explained by the region's pace of structural transformation and urbanization.
109. **Integration of Youth with other Social Inclusion themes:** Within projects that combine multiple mainstreaming themes, youth tends to take second place, with less attention to articulation of how project activities related to the other mainstreaming themes are tailored to youth.
110. **Implementing partners:** PMUs and implementing partners are less familiar with youth as a mainstreaming theme, and in some cases, it is not fully captured in project implementation modalities.
111. **Integration of youth groups.** Overall, there is a lack of dedicated financial resources to comprehensively consult with youth groups during project design. Full engagement with youth groups in rural areas is critical in designing youth-sensitive projects.

### Key lessons

#### What is working?

112. **Youth mainstreaming.** Systems and processes to ensure youth integration have been built into operations and capacity building to a much greater extent.

Knowledge on youth targeting and activities, alongside data on progress on youth integration in IFAD's PoLG is easily accessible.

113. **Integration of youth groups.** Rural youth alliances from the grassroots approach are participating in IFAD's operations and non-lending activities. For example, Entente Communautaire des jeunes du Sénégal (ECOJES) participated in a supervision mission of a youth-sensitive project in Senegal. This opportunity allowed rural youth to share their concerns and provide recommendations in addressing them in line with IFAD's mandate.

#### **What is not working?**

114. **Measuring youth-sensitivity.** There is insufficient reporting on youth-sensitivity in IFAD projects, largely because supervision reporting templates do not have a specific section to report on youth. Moreover, it is widely believed that the "core outcome indicator 2.2.1 Jobs created" (mandated in IFAD12) requires capacity building to be consistently implemented across youth-sensitive projects. In addition to the challenge of collecting job related information, the IFAD 12 indicator "Beneficiaries with new jobs/employment opportunities" excludes temporary/seasonal jobs, which are an important component in some projects.

#### **Actions required to enhance/improve performance**

115. **Monitoring youth integration progress.** ECG will proactively track the pipeline of new projects and provide technical support to integrate youth-sensitivity as appropriate, based on country demands.
116. **Guidance on youth employment interventions will be developed for design and implementation teams to access and put into use.** The guidance will, among other things, offer an in-depth understanding of appropriate approaches and interventions that better respond to the heterogeneity of youth. It will also ensure all available guidance is easily accessible within a repository for staff members.
117. **Improving youth sensitivity in project design:** To further improve youth sensitivity in design consideration will be given to: a) value-chain assessments to understand segments with job creation potential in on and off-farm sectors best suited for IFAD target groups; b) labour market assessments to identify demands for labour in the agribusiness sector and the conditions needed for IFAD target group uptake; c) skills gaps analysis and capacity assessments of training providers and facilities/platforms – in collaboration with the private sector - in order to match IFAD target groups with labour market opportunities; d) a dedicated youth specialist to be included in the design team and a robust TORs to be attached with the Project Implementation Manual for employing a Social Inclusion team member in the Project Management Unit (PMU) who will have adequate capacity to manage the youth sensitivity in the project.

#### **IFAD13 outlook**

118. **The GYA will be expanded to three additional countries in IFAD13.** The GYAs will continue to be engaged in consultations and policy advocacy at country, regional and international levels. Resources and engagement frameworks will be enhanced to ensure GYAs are put on a durable footing.
119. **In IFAD13 the development of youth-sensitive projects will continue to be reinforced through the dynamic and differentiated "ecosystems-based approach" promoted by IFAD's flagship agribusiness hubs programme.** Towards this, the integration of the agribusiness hubs model within new youth-sensitive projects will be further supported; learning from the first phase will be harvested and disseminated within IFAD and with key stakeholders; and development of a second phase of the programme is underway and co-financing opportunities will be actively explored.



## E. INDIGENOUS PEOPLES

### International context

120. **Globally, Indigenous Peoples face significant challenges that stem from a history of discrimination, dispossession of their lands, and marginalization.** Representing about 6 per cent of the global population, they account for nearly 19 per cent of the extreme poor, with life expectancies up to 20 years lower than non-Indigenous populations. Their unique cultures, languages, and knowledge systems, particularly in relation to environmental stewardship and sustainable practices, are under threat due to inadequate recognition and protection of their lands and resources. The COVID-19 pandemic has exacerbated these vulnerabilities, highlighting the urgent need for inclusive and equitable efforts that address the specific needs and rights of Indigenous Peoples' communities.
121. **In response, IFAD considers Indigenous Peoples as a priority target group and is committed to empower them by supporting their right to self-determination.** IFAD's approach includes fostering systematic dialogue and partnership through the Indigenous Peoples' Forum at IFAD (IPFI), financing grassroots projects through the Indigenous Peoples Assistance Facility (IPAF), engaging in policy dialogue, and ensuring the Free, Prior and Informed Consent (FPIC) in project design and implementation, including through the participation of Indigenous experts. By fostering collaboration, valuing cultural diversity, and tailoring interventions, IFAD aims to improve development effectiveness in engaging with Indigenous Peoples.

### Strategic orientation

122. **In alignment with the updated Policy on Engagement with Indigenous Peoples and with SECAP, FPIC is mandated before initiating any activities in territories home to Indigenous Peoples.** The SECAP guidance note, which includes a specific standard on Indigenous Peoples and outlines FPIC requirements, is in the process of being updated to better support project design teams. Furthermore, IFAD has regularly engaged in consultations with Indigenous Peoples and other civil society constituencies (youth and farmers' organisations) during the replenishment period, which resulted into commitments to consult with Indigenous Peoples in the development of relevant IFAD strategies and operational policies and to continue to support the IPFI, which has increased attention at country level. In 2023, IFAD continued to hire Indigenous experts in project design and implementation (Bolivia, Ethiopia and Kenya) through a pilot approach funded by the Swedish International Development Cooperation Agency (Sida) supplementary funds. The Synthesis of Deliberations and the regional action plans agreed upon during the sixth IPFI global meeting serve as key strategic orientation elements.

### Example of partnerships and cooperation

123. **In 2023, IFAD continued to strengthen its engagement with Indigenous Peoples through various initiatives.** The IPFI, whose sixth global meeting took place in February 2023, continued to provide policy oversight and strategic direction. A notable development involved the pilot identification of focal points for Indigenous Peoples' issues at country-level, for an enhanced engagement at the national level. IFAD intensified efforts to mobilize climate finance, particularly through a new partnership agreement of USD 2.9 million provided by the Norwegian Agency for Development Cooperation (Norad) to implement the "Amplifying Voices: Institutional strengthening of Indigenous Peoples' Organizations to the IPAF in Africa" project. Additionally, IFAD continued its strategic partnership with Slow Food to empower Indigenous youth and

women, recognizing their pivotal roles in sustainable food systems. IFAD actively contributed to the Global Task Force for the UN Decade of Indigenous Languages in 2023. Recognizing the importance of Indigenous languages in preserving biodiversity and agriculture, IFAD supported the Decade's goals through advocacy and participation in related activities.

### **Achievements against IFAD12 commitments and action plan KPIs**

124. **Ensure that at least 10 new projects include Indigenous Peoples as a priority target group:** IFAD's efforts to prioritize Indigenous Peoples in project design and implementation are evident. So far, 5 projects prioritising Indigenous Peoples have been approved by the EB, and, according to the pipeline, the IFAD12 target will be met by the end of 2024.
125. **Replenish the Indigenous Peoples Assistance Facility (IPAF) including through mobilization of additional resources from other partners:** In 2023, IFAD approved US\$2.5 million of regular grant resources to complement the contribution from Sida and mobilized additional US\$2.9 million from Norad. In addition, US\$ 400.000 have been mobilised from ASAP+ to pilot an approach to scale up IPAF grant with focus on climate adaptation. This collaborative approach highlights our commitment to leveraging partnerships and resources to enhance the impact of our initiatives aimed at empowering Indigenous Peoples. The 6<sup>th</sup> IPAF cycle (2023–2026), which announced its 53 awarded projects in November 2023, focuses on advancing Indigenous Peoples' conservation and sustainable management of biodiversity for adaptation and resilience to climate change. IPAF projects are implemented with the support of regional implementing partners working on the ground – Foro Internacional de Mujeres Indígenas (FIMI); Indigenous Peoples' International Centre for Policy Research and Education (Tebtebba); and Samburu Women Trust (SWT).

### **Highlights**

126. **In July 2023, the event "Innovating for Well-being: Exploring the latest indicators for Indigenous Peoples" was organized,** inviting professionals and technical specialists from international organizations working with and for Indigenous Peoples. IFAD organized a panel to discuss the challenges associated with developing indicators and appropriate data collection processes to measure and monitor the progress of projects and programmes that target Indigenous Peoples. The panel showcased progress made in measuring impacts and identified areas for future collaboration among different stakeholders to attain shared objectives regarding indicators and monitoring.
127. **IFAD also contributed to developing indicators for the UN SWAP** through active participation in the Working Group II of the Inter-Agency Support Group on Indigenous Issues. IFAD reports on the UN SWAP every year through a questionnaire sent by the UNPFII. Information are resumed in the note issued by the Secretariat '[Indigenous Peoples and the 2030 Agenda for Sustainable Development and implementation of the system-wide action plan for ensuring a coherent approach to achieving the ends of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples](#)' and the questionnaire is made available on the UNDESA website under each session of the UNPFII (see for example [2024](#)).
128. The WG group on indicators has recently been set up as the IPs SWAP does not have an indicator system yet, and IFAD is participating in the WG to set this up (it is expected to be piloted in 2025 and implemented in 2026).
129. **IFAD is a member of the Coalition on Indigenous Peoples' Food Systems** and actively participates in its meetings hosted by FAO. The Coalition is fully aligned with IFAD's commitment to enhance its engagement with Indigenous Peoples. Design, implementation and evaluation of country strategic opportunities programmes (COSOPs) and projects continued to provide an opportunity for policy

engagement at country level through the direct participation of Indigenous Peoples' representatives and organizations.

130. The IPFI (see above) remains the main instrument for policy engagement at global level.
131. **IFAD was deeply engaged in the official proceedings and events held under the 22nd Session of the United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues (UNPFII)**, in New York in April 2023. IFAD intervened in two plenary sessions, in the closed dialogue with the United Nations agencies, funds and programmes, organized an official UNPFII side-event and co-organized three others, and held its first UNHQ Exhibit that showcases one of IFAD's projects entitled, "BRAZIL - Cassava the root to reviving the Kiriri Peoples livelihoods" in partnership with the Kiriri Indigenous Peoples and the Government of Bahia<sup>34</sup>. The IFAD exhibit provided an immersive experience into the day to day lives of one Kiriri Indigenous community through a 360° video using special VR headsets, photos taken in the village and information banners on how IFAD is supporting other Indigenous Peoples around the world through the IPAF. The IFAD side-event presented a solid case for accessing climate finance to support transformative climate actions, while sharing examples on the application of Indigenous Peoples values and knowledge systems in climate actions.

### Challenges

132. **Decreasing and uncertain IFAD regular grant resources**, and limitations in IFAD Regular budget, represent a challenge for IPAF replenishment, as well as for the organisation of the process of the IPFI.
133. **Limited human resources to provide support especially to PoW** is also a challenge.
134. **In addition, for workload and planning reasons, it is not easy to establish a solid mechanism of consultation with Indigenous Peoples at country level**, which is a priority expressed by the IPFI.

### Key lessons

135. **The Fund is increasingly using FPIC as a tool for co-creating investments and country strategies through full and effective participation of Indigenous Peoples**, including the hiring of Indigenous experts in project design and implementation. A publication was released in 2023 on Free, Prior and Informed Consent: Applying the principle to on-the-ground action, with lessons from the Indigenous Peoples' Livelihoods and Climate Resilience Programme, supported by Sida. SECAP budget is often not sufficient to cover for this process. This publication shows pathways to increase participation, expand the space for Indigenous Peoples' knowledge and perspectives, and more effectively affirm the right to FPIC.
136. The next steps will be assessing how this process at design translates into implementation practice.

### Actions required to enhance/improve performance

137. **Increased collaboration, communication and support to PMD** is ongoing to strengthen the country-level consultation process, while at the same time more regular meetings with the Steering Committee of the IPFI are organised.

### IFAD13 outlook

138. While being on track for reaching the IFAD12 target on projects that include Indigenous Peoples as a priority target group, the learning from these design

<sup>34</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=DAX-el3ecYI>.

experiences will start being consolidated in IFAD13, for which the same target is maintained. Additionally, there will be an emphasis on the implementation of the first projects that prioritize Indigenous Peoples approved during IFAD12 and the capacity of IFAD staff and PMUs.

139. Concerns exist on the IFAD13 commitments related to the Ensuring Inclusion commitments related to (i) the IPFI, (ii) country level engagement, and (iii) the IPAF (1.1 - 3,4,8) due to uncertainty and unpredictability of funds. The main actions taken against those challenges are: (i) resource mobilisation beyond IFAD grant resources (i.e. Sida, NORAD, ASAP, GEF, etc.); (ii) use of TPOs and consultants to support the desk work (a P3 position has been assigned to the desk recently and is in the process of being recruited); (iii) use the upcoming regional meetings that are part of the IPFI process to strengthen country level engagement wherever possible.

## F. DISABILITY INCLUSION

### International context

140. **An estimated 1.3 billion people worldwide (16 per cent of the global population) experience a significant disability.** Despite being such a large population group, Persons with Disabilities (PwD) continue to face severe challenges and discriminations, depriving them of fundamental human rights and life opportunities. As a result, PwD are disproportionately represented among the poorest segments of the population and are at heightened risks of food insecurity, health inequities, and exposure to violence. Those residing in rural areas confront even greater obstacles compared to their urban counterparts, with lower rates of school attendance, limited access to healthcare, social protection, skills development, and decent employment opportunities.
141. **In response to this persistent inequality, IFAD identifies PwD as a key target group for its projects and programmes.** IFAD recognizes that, when structural barriers are removed and equal opportunities are guaranteed, PwD can thrive as economic agents and contribute to the well-being of rural household and communities. In 2022, IFAD endorsed its Strategy on Disability Inclusion, which underlines how providing equal opportunities to PwD in development is not only their right but is also the most efficient way to combat poverty and leave no one behind. The Strategy adopts an integrated approach, aiming to enhance disability inclusion, advocate for the rights of PwD across IFAD's initiatives, and establish IFAD as an organization committed to fostering diversity and inclusivity.

### Strategic orientation

142. **IFAD's work on disability inclusion is guided by its dedicated Strategy, approved in December 2022** and covering a 5-year implementation period. Globally, the Strategy is aligned with the Agenda 2030 for Sustainable Development, the United Nations Disability Inclusion Strategy and the Convention on the Rights of Persons with Disabilities. Internally, the Strategy is aligned and supported by the IFAD Targeting Policy and the Strategy on Diversity, Equity and Inclusion. The Strategy provides a solid foundation for promoting disability inclusion throughout all pillars of IFAD's work. It is articulated around four main action areas: (i) Leadership, strategic planning and management; (ii) Inclusiveness; (iii) Programming and (iv) Organizational Culture. The implementation of the Strategy is based on 3 overarching pillars: (i) the adoption of twin-track approach (combining a mainstreaming approach with targeted interventions); (ii) an intersectional approach; and (iii) a strong focus on partnerships.

### Partnerships and cooperation

143. **IFAD's work on disability inclusion benefits from the collaboration with several partners with solid expertise in this area of work.** A fundamental collaboration has been established and maintained with the consortium responsible for the implementation of the IFAD-funded grant "Sparking Disability-inclusive Rural Transformation" (SPARK), which includes Light for the World, the International Labour Organisation and PROCASUR Cooperation. This collaboration goes beyond the implementation of the grant and facilitates other important functions, including advocacy, capacity development and policy engagement. To support the implementation of the Strategy, IFAD cooperates with other UN agencies, such as the World Food Programme and UNICEF, and actively participates in the Global Action on Disability (GLAD) Network.

### Highlights

144. A range of capacity development and awareness-raising initiatives have been implemented to improve knowledge and internal capabilities. IFAD has developed a dedicated practitioners' guide on disability inclusive programming. The manual

provides guidance on how to integrate attention to disability along the different stages of the programme cycle. The activities implemented under the Sparking Disability-inclusive Rural Transformation (SPARK) are also contributing to building the fund's capacity in the area of disability inclusion. Learning routes have been implemented to share learning and good practices across countries and projects. A guidance on how to include persons with disabilities in value-chain development programmes has also been developed and field-tested. Most importantly the disability inclusion [help desk](#), which is funded by the SPARK programme, has been launched and is currently being piloted. The mechanism provides demand-driven support to projects that envisages to include persons with disabilities in its operations.

### Key lessons

145. For such a new and challenging area of work, having a dedicated grant has proven essential. It enabled the allocation of resources to targeted interventions and facilitated the piloting, testing, and innovation of IFAD's approach to disability inclusion. The successful implementation of SPARK, particularly in Malawi and Mozambique, has led IFAD and the consortium to start exploring the opportunities to mobilize additional resources to consolidate and expand the work on disability inclusion in the Africa region.

### Actions required to enhance/improve performance

146. **With the Twelfth Replenishment cycle, IFAD set the commitment to advance the inclusion of PwD throughout its portfolio**, including through enhanced efforts to collect, monitor, and report data on this target group. As of 2023, IFAD has met the IFAD12 commitment with 5 projects targeting PwD designed and approved by the Executive Board. The projects, currently being implemented in Ethiopia, Madagascar, Democratic Republic of Congo, Mali and Ecuador, mainstream disability inclusion in line with IFAD's requirements: they are based on a disability-sensitive situational analysis, showcase pathways for the socio-economic empowerment for PwD, and include outreach indicators that also disaggregate by disability status.
147. **In 2023, the corporate work on disability inclusion has highly benefitted from the implementation of the IFAD-funded grant SPARK**, which is currently ongoing in four target countries (Burkina Faso, Mozambique, Malawi, and India) and enhancing disability inclusion in 8 IFAD-supported projects. The overall goal of the initiative is to enable PwD (particularly women and youth with disabilities) to improve their livelihoods through enhanced access to formal and informal employment along selected agricultural and pastoral value chains. Through its systemic learning approach, in 2023 SPARK has continued to support the identification, development, and piloting of innovative tools, methodologies, and approaches to promote disability inclusion. These include: the training and certification of 81 Disability Inclusion Facilitators to provide awareness and adequate services at community level; the implementation of 8 Social Innovation and Technical AgriLabs; the testing of 14 prototypes of disability-inclusive tools and technologies coming out of either Social Innovation or AgriLabs.
148. **The grant has significantly contributed to build awareness and capacities on disability inclusion at local level as well as internationally**, through the organizations of Learning Routes, capacity development initiatives and the set-up of the first online Help Desk (available in English, French and Portuguese), which serves as remote support service and knowledge hub to a wide range of practitioners.
149. **In terms of challenges, the limited human resources dedicated to this area of work at corporate level** (1 Senior Specialist, who is also responsible for

Gender and Social Inclusion) represents a major constraint to the consolidation and scaling-up of the results achieved so far. Despite the presence of a network of disability focal points actively engaged in reporting against the UN Disability Inclusion Strategy, the absence of a dedicated budget to support the implementation of IFAD's Strategy hampers progress across all its operational areas.

### **IFAD13 outlook**

150. **Designing projects with Persons with Disabilities (PwD) as a primary target group has proven more challenging than initially anticipated.** This challenge stems from an overarching lack of expertise and the constrained financial and human resources available to provide the necessary technical support. Although the target set for IFAD12 has been achieved, the insights gained from the five projects designed with disability inclusion in mind still require consolidation and translation into comprehensive guidance for IFAD staff, governments, and implementing partners. Therefore, it is recommended that the same target be maintained for IFAD13.
151. Given the ongoing need to enhance capacities and solidify best practices and lessons learned, exploring the potential for mobilizing resources and additional funds for dedicated interventions on disability inclusion is also advisable.

## Evidence-based products developed in 2023 related to mainstreaming themes

Type of knowledge output	Title / Link
<b>Briefs</b>	ASAP Innovation Briefs: <a href="#">Rwanda</a> , <a href="#">Nicaragua</a> , <a href="#">Cambodia</a> , <a href="#">Bolivia</a> , <a href="#">Kyrgyzstan</a> , <a href="#">Tajikistan</a> , <a href="#">Vietnam</a>
	<a href="#">Free, Prior and Informed Consent: Applying the principle to on-the-ground action</a>
	<a href="#">Indigenous Peoples and the United Nations' Rome-based Agencies working together to achieve the Sustainable Development Goals</a>
	Policy brief: <a href="#">Promoting youth engagement in Northern Montenegro</a>
	Policy brief: <a href="#">Women transforming rural areas in Northern Montenegro</a>
	<a href="#">Policy brief: Low carbon and resilient livestock development in Kyrgyzstan</a>
	Updated Country Technical Note on Indigenous Peoples' Issues
	<a href="#">Outcomes and lessons learned from the Koronivia UNFCCC negotiations on agriculture and food security, and the way forward after COP 27</a>
	<a href="#">Systèmes alimentaires en action, Burundi – un contexte socio-économique complexe</a>
<b>Reports</b>	<a href="#">Climate Action Report 2022</a>
	<a href="#">White Paper: An integrated investment framework for climate-adaptive and water-resilient food systems</a>
	<a href="#">Climate Information Services</a>
	<a href="#">Scaling gender and climate investment opportunities</a>
	<a href="#">Youth and Jobs in The Era of Climate Change, Conflict and Crisis: An Evidence and Gap Map</a>
	<a href="#">The IFAD-GEF Advantage III: An integrated approach for food systems, climate and nature</a>
	<a href="#">2022 Year in Review: Joint Programme on Gender Transformative Approaches for Food Security and Nutrition</a>
	<a href="#">Addressing overweight and obesity in LMICs in rural development and food systems: A country mapping</a>
	<a href="#">Addressing overweight and obesity in LMICs in rural development and food systems: A comprehensive literature review</a>
	<a href="#">IFAD Results Series Issue 4 "Building Employment Opportunities for Rural Youth Through Applied Agricultural Research"</a>
	<a href="#">Tajikistan: Protecting the environment, creating economic opportunity</a>
	<a href="#">Assessment of the performance of the fifth Indigenous Peoples Assistance Facility cycle: Summary</a>



Type of knowledge output	Title / Link
<b>Research series</b>	<a href="#">IFAD Research Series No. 89: Incorporating the Impact of Climate and Weather Variables in Impact Assessments: An Application to an IFAD Climate Change Adaptation Project in Viet Nam</a>
	<a href="#">IFAD Research Series No. 88: The Impact of Climate Change on Livestock Production in Mozambique</a>
	<a href="#">IFAD Research Series 92: Climate Change Mitigation in the East and Southern Africa Region: An Economic Case for the Agriculture, Forestry and Land Use Sector</a>
	<a href="#">IFAD Research Series - Issue 91: Addressing overweight and obesity in LMICs in the realm of rural development and food systems</a>